

5888 con

# Leadership Montréal



Publié par la Chambre de commerce du Montréal métropolitain

Février 1999 Volume 2 numéro 1

## ÉDITORIAL



éditorial ..... 4

## AGENDA



cahier d'activités ..... 17-19

MontrealInternational

..... 11-12

## Index

forum - suite ..... 2

dossier - suite ..... 3

éditorial ..... 4

partenaires ..... 7-8

comités ..... 16

cahier activités ..... 17-19

agenda ..... 17

## Dossier

# LES ARBRES NE CACHENT PAS LA FORÊT L'INDUSTRIE QUÉBÉCOISE DES PÂTES ET PAPIERS : 20 000 EMPLOIS ET 8,7 MILLIARDS \$ DANS L'ÉCONOMIE

PAR EILEEN MURPHY

**A**braham Lincoln a affirmé un jour que s'il avait dix heures à sa disposition pour couper un arbre, il en passerait sept à affûter sa hache. L'industrie des pâtes et papiers semble se comporter de la même manière, en prenant le temps de se repenser et de se redéfinir. Pendant les années 90, cette industrie a surtout connu une période de consolidation. Fusions et acquisitions furent entraînées par le besoin de revenir à une philosophie d'affaires fondamentale : combler les besoins de la clientèle avec les meilleurs produits aux meilleurs prix, tout en retirant un profit raisonnable. Dans cette industrie, la courbe de l'offre et de la demande a toujours été plutôt erratique, et c'est toute une décennie d'élagage qui s'achève maintenant.

L'industrie des pâtes et papiers a des racines québécoises vieilles de plus de



Photo : Paprican

Le Québec produit plus de 9 millions de tonnes de papier chaque année. Quarante-cinq pour cent de l'ensemble de la capacité de production canadienne se retrouve au Québec, et cela est vrai pour chacun des secteurs : le papier journal, le carton et le papier couché. Le Canada est le plus grand exportateur mondial de produits forestiers.

200 ans, à commencer par la construction, en 1803, du premier moulin à papier dans le comté d'Argenteuil. Selon l'Association canadienne des pâtes et papiers (ACPP), l'industrie s'est développée pour atteindre aujourd'hui une

valeur de 49 milliards de \$ au Canada et employer, directement ou indirectement, environ un million de personnes. Bien que peu reconnue, l'industrie des pâtes et papiers est fière d'être le plus important contributeur, avec

30 milliards de \$, à la balance du commerce extérieur canadienne. C'est deux fois plus que le secteur venant au second rang.

Suite, page 3



## Forum

# LES BANQUES AIMENT MONTRÉAL ! LA TECHNOLOGIE AMÉLIORE LA QUALITÉ DES EMPLOIS

PAR ALAIN KRADOLFER

**L**es banques se portent bien. Depuis plusieurs années, elles accumulent des milliards au chapitre des profits. Mais le système est en mutation : mondialisation, diversification, regroupements, nouvelles technologies, emploi. Leadership Montréal a recueilli les commentaires de trois banquiers montréalais. Bien que provenant de trois institutions très différentes, ils sont unanimes : Montréal possède des atouts gagnants, c'est un bon terrain pour les banques; et c'est la PME qui a le plus besoin d'elles. Les banques relèvent le défi en laissant la routine à la technologie et en

mettant l'accent sur le conseil personnalisé.

Selon une étude de l'économiste Roger Verreault de la Ville de Montréal \*, le secteur

financier montréalais emploie environ 110 000 personnes, soit 7 % des emplois métropolitains. Stable depuis plusieurs années, ce niveau d'emploi

Suite, page 2



### L'ÉVOLUTION DE L'EMPLOI DANS LE SECTEUR FINANCIER (en milliers)

	Québec	Ontario	Colombie-Britannique	Autres Provinces	Canada
1970	83	134	36	59	312
1975	101	163	47	76	387
1976	110	193	53	87	442
1980	136	225	66	119	545
1985	142	231	69	125	566
1990	157	316	82	137	691
1995	164	311	94	134	703
1996	170	296	95	133	694
<b>Taux annuels moyens de croissance, en %</b>					
de 1970 à 1975	4,0	4,0	5,5	5,2	4,4
de 1976 à 1996	2,2	2,2	3,0	2,1	2,3

Note : Les périodes 1970-1975 et 1976-1996 doivent être distinguées, en raison de changements importants, effectués en 1976, dans les modalités de l'enquête de Statistique Canada.  
Source : Enquête sur la population active, Statistique Canada

Troisième édition du  
Tableau de bord :  
les statistiques  
les plus récentes  
sur Montréal

Cette publication  
d'analyse statistique  
est encartée dans  
ce numéro de  
Leadership Montréal

Publié  
en partenariat avec



Canada

et  
la participation de



Disponible sur notre  
site Web  
ccmm.qc.ca/presse/tdb



## forum



Suite de la page 1

### LES BANQUES AIMENT MONTRÉAL...

manifeste toutefois une légère tendance à la baisse. Selon les statistiques canadiennes, pendant la période de 1984 à 1993, l'emploi dans le secteur financier a progressé à un rythme nettement plus élevé que l'ensemble de l'économie (22 % contre 15 %), mais depuis cette

époque, on enregistre un fléchissement (-2 % contre une croissance de 7 %). Depuis 1989, l'industrie bancaire canadienne a supprimé 5 000 emplois.

Comparativement à d'autres centres financiers nord-américains, Montréal a su maintenir l'emploi dans ce secteur

tandis qu'à New York on vit un exode d'institutions financières qui transfèrent certaines activités non liées à la présence géographique - comme les services de devises étrangères - vers les banlieues où résident leurs employés : New York a ainsi perdu 14 % de ses

emplois financiers au profit du New Jersey et du Connecticut. À Los Angeles - devenue centre financier régional supplanté par San Francisco, tout comme Montréal fut supplantée par Toronto - 45 000 emplois ont été perdus dans le secteur depuis 1990.

Or, selon une étude de la Banque Scotia citée par l'économiste Roger Verreault, Toronto pourrait être à la veille de subir le même sort que New York : la possibilité accrue de relocalisation offerte par les nouvelles technologies, dans un contexte de plus en plus déréglementé et ouvert, pourrait faire perdre à la Ville Reine jusqu'à 80 000 emplois financiers sur les 165 000 qu'elle détient actuellement !

En fait, la tendance nord-américaine, c'est que les grands centres financiers tendent à perdre leurs emplois au profit de certaines agglomérations, par exemple, une hausse de 32 % à Charlotte et une baisse de 19 % à Los Angeles.

#### Moins de pushers de hot-dogs

Mais les chiffres ne disent pas tout. En réalité, une véritable mutation de l'emploi est en cours dans les institutions financières. La traditionnelle caissière est pratiquement une espèce menacée : en 1996, les Canadiens ont effectué 1,112 milliard de transactions aux guichets automatiques. Et la même année, ils payaient 677 millions d'achats par carte de débit, 72 % de plus que l'année précédente. Sans compter les transactions maintenant conclues par téléphone et par ordinateur. Les centres d'appels des banques, en effet, devraient connaître une progression de leur volume de transactions de quelque 450 % au cours des trois prochaines années. Ainsi, alors que 45 % des transactions étaient traitées en succursale il y a moins de trois ans, ce pourcentage devrait chuter à 31 % seulement en 1999.

Les Canadiens ont adopté les guichets automatiques dans leur vie quotidienne. Ils l'utilisent en moyenne 46 fois par année, contre 37 fois aux États-Unis et 4 fois seulement au Japon. Mais le Japon a 9,8 guichets automatiques par 10 000 habitants, comparativement à 5,8 au Canada et 4,2 aux États-Unis. En même temps, c'est au Canada qu'on compte le plus grand nombre de succursales bancaires, soit 2,8 par 10 000 habitants contre 2,1 aux États-Unis et 1,2 au Japon.

Inévitablement, le système doit s'adapter. Et la transformation est rapide : les succursales deviennent des centres financiers où les caissières cèdent la place aux conseillers financiers. Ou se recyclent. Ce qui explique la relative stabilité du niveau de l'emploi, stabilité qui cache une réalité : dans les institutions financières, la qualité des emplois est en hausse.

## Quand nous parlons devises étrangères, NOUS PARLONS AFFAIRES!

Avec la globalisation de l'économie mondiale, le soutien d'une banque offrant des services internationaux est devenu plus que jamais une nécessité. Depuis 1972, la banque NBG aide les petites et moyennes entreprises canadiennes à mener des affaires partout dans le monde. La banque NBG offre aux entreprises des services de financement commercial et des opérations de change dans une grande variété de devises étrangères dont l'Euro, récemment introduit sur les marchés. En offrant ces services, la banque NBG profite des avantages du réseau international de la Banque Nationale de Grèce S.A., la plus grande banque en Grèce et parmi les 100 plus importantes banques au monde.

- Devises de 24 pays
- Chèques de voyage en devises de 7 pays
- Traités et mandats en diverses devises
- Transferts électroniques de fonds à l'étranger (via SWIFT/Telex)
- Dépôts à terme en dollars américains
- Opérations de change au comptant et à terme
- Prêts et marges de crédit
- Lettres de crédit documentaires et lettres de crédit de soutien

## et quand nous parlons affaires, nous parlons SERVICE

- Les meilleurs taux sur le marché
- Service de courrier gratuit
- Service personnalisé



**BANQUE NBG**  
LA BANQUE NATIONALE DE GRÈCE (CANADA)

La banque à qui vous pouvez parler

Bureau de change :

(514) 866-0877

1170, Place du Frère-André  
Montréal (Québec)  
H3B 3C6  
(514) 866-2286



Suite, page 9

Publié par :



Chambre de commerce  
du Montréal métropolitain  
Board of Trade  
of Metropolitan Montreal

5, Place Ville Marie  
Niveau plaza, bureau 12500  
Montréal (Québec) H3B 4Y2  
Tél. : (514) 871-4000  
Télec. : (514) 871-1255  
Site Web : www.ccmq.ca  
Courriel : info@ccmm.qc.ca

Président  
David McAusland

Éditeur délégué  
François Roberge

Rédactrice en chef  
Madeleine Murdock

Assistante à la rédaction  
Eileen Murphy

Secrétaire à la production et  
à la publicité  
Sylvie Paquette

Publicité  
Johanne Gagné

Encarts et petites annonces  
Réginald Godin

Design et production  
Communication SRVA  
international inc.

Impression  
Imprimeries Transcontinental inc./  
Division Transmag

Coût de l'abonnement  
25 \$ (10 numéros) taxes en sus

ISSN 1480-4638

Dépôt légal  
Bibliothèque nationale du Québec  
Bibliothèque nationale du Canada



## dossier

Suite de la page 1

### LES ARBRES NE CACHENT PAS LA FORÊT...

Un coup d'œil sur l'ensemble de l'industrie révèle que le Québec - et principalement Montréal - abrite le siège social de 20 des 48 principales compagnies. «Le Québec a tout ce qu'il faut, y compris une excellente qualité de fibre et de l'électricité en abondance», explique Pierre Monahan, président et chef de la direction de Produits forestiers Alliance Inc. «De plus, le Québec compte pour un tiers de toute la production canadienne de pâtes et papiers. La province détient 33,2 % des emplois du secteur, soit 20 000 personnes qui produisent pour une valeur de 8,7 milliards de \$, selon Statistique Canada. Toutefois, depuis quelque temps, le taux de rendement de l'industrie s'est stabilisé vers les 6 %, comparativement à 15 % dans d'autres industries», selon Pierre Monahan.

Alors, la prochaine fois que vous enverrez un fichier à votre imprimante, que vous vous mouchez ou que vous consulterez votre journal, souvenez-vous que vous apportez votre soutien à l'une des industries majeures du Québec. Bien que moins pourvue en *sex-appeal* que le secteur de la haute technologie, l'énorme industrie des pâtes et papiers affiche des tonnes de chiffres impressionnants. Mondialement, l'industrie forestière enregistre des ventes d'environ 750 milliards de \$. Et le joueur le plus important n'affiche que des ventes de 20 milliards, ce qui

illustre combien l'industrie est fragmentée. Par conséquent, la consolidation a été très importante dans le secteur. Pas moins de onze fusions et acquisitions ont été réalisées ces trois dernières années. On a vu récemment l'acquisition de Scott par Kruger, l'achat d'Avenor par Bowater et le mariage plutôt grandiose entre Abitibi-Price et Stone-Consolidated sous la nouvelle raison sociale Abitibi-Consolidated.

Comme le soulignait le président du conseil de PricewaterhouseCoopers, David Smith, à l'occasion de la Conférence de Montréal sur l'industrie forestière qui s'est déroulée en novembre, les mots d'ordre dans l'industrie sont la consolidation, la mondialisation et la spécialisation. En 1980, les dix plus importants producteurs européens de papier détenaient 20 % du marché. L'an dernier, cette proportion a grimpé à 50 %. Le secteur du papier mouchoir prend la part du lion avec 76 %. Comme l'a expliqué M. Smith, la consolidation produit des économies en raison de la rationalisation de la production, le regroupement des achats, la logistique en général de même que sur les coûts administratifs, tout en permettant un contrôle plus rigoureux des dépenses en immobilisations et le partage des meilleures méthodes.

L'une des principales fusions fut celle d'Abitibi-Price avec Stone-Consolidated, un mariage de 4,1 milliards de \$ qui a donné naissance à Abitibi-Consolidated le 29 mai 1997. En fait, trois sociétés ont fusionné, puisque Stone-Consolidated venait tout juste d'acquiescer Rainy River. La Chambre de commerce du Montréal métropolitain, de concert avec d'autres groupes de pression, a joué un rôle de lobbying et fortement recommandé que la nouvelle société s'établisse à Montréal. Cinq mois après la fusion, le président et chef de la direction d'Abitibi-Consolidated, James Doughan, s'est adressé aux membres de la Chambre. Cet Américain expatrié a énuméré dans son discours pour quelles bonnes raisons d'affaires Montréal avait été choisie. Mis à part le fait qu'avant la fusion, plus de la moitié des employés vivaient au Québec et que les coûts

d'exploitation d'un siège social y sont d'environ 10 % moins élevés qu'à Toronto, M. Doughan a souligné la réputation de Montréal comme ville d'affaires accueillante de même que comme principale ville canadienne ayant une main-d'oeuvre bilingue. Il a également souligné une qualité de vie exceptionnelle; un coût de la vie des plus bas; des institutions de haut savoir de grande réputation; des gouvernements soucieux des intérêts des entreprises; tout en ajoutant le fait que le CPAA a son siège

«L'industrie est son propre ennemi, et le pire. Nous avons construit des usines simplement en nous disant qu'une fois prêtes, elles seraient utilisées. Puis, le début des années 90 a amené une énorme pression sur l'industrie, en termes de hausses de prix et d'investissements majeurs dans le recyclage et l'environnement», explique Susan Rogers, vice-présidente, communications, Abitibi-Consolidated.

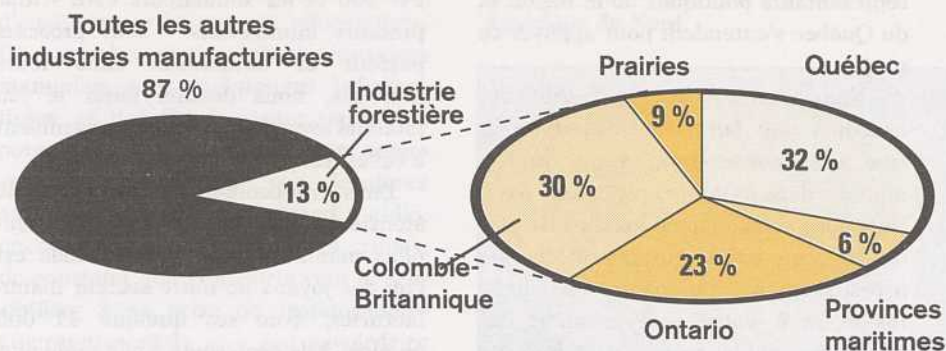
social ici.

Mais la lune de miel d'Abitibi-Consolidated a pris fin abruptement lorsqu'une grève de cinq longs mois a éclaté. Il est néanmoins surprenant de constater que, malgré les pertes financières résultant de la grève, la fusion a produit une synergie plus forte que prévu. «Nous avions estimé qu'en juin 1999, des économies de 100 millions de \$ seraient réalisées. Or, dès décembre 1998, nous avions un gain de 165 millions de \$», explique Susan Rogers, vice-présidente, communications, à Abitibi-Consolidated. Maintenant, deux mois après la fin de la grève, la société compte naviguer en eaux tranquilles et afficher une forte croissance. La grève a eu ses avantages. Un contrat de travail de six ans a été signé - la norme dans l'industrie est de trois ans - qui va aider à guérir les blessures de la grève.

Suite, page 5



#### Contribution de l'industrie des produits forestiers au PIB manufacturier canadien en 1995



Source: Statistique Canada, Catalogue No. 15-203, 1996

### Park Avenue

#### LOCATION

Nous louons toutes les marques

...des avantages exclusifs!

Le seul à vous offrir  
le kilométrage illimité

035692

Tableau d'amortissement mensuel

Contrat personnalisé

Service V.I.P.

Club de revente

Véhicules au prix de flotte

Toutes les marques et modèles  
de véhicules



5000, Jean-Talot Est, Montréal H1S 1K6

Tél.: (514) 376-2777

Fax: (514) 376-0883 • Sans frais: 1 800 414-2777 • <http://www.pal.qc.ca>

ESPACE DE PRESTIGE

## Besoin d'espace?

Montréal, Laval, Trois-Rivières, Québec :

Bureaux à louer  
de 300 pi<sup>2</sup> à 55 000 pi<sup>2</sup>

1 800 463-5261

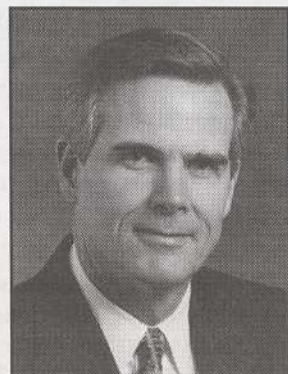


L'INDUSTRIELLE  
ALLIANCE  
COMPAGNIE D'ASSURANCE SUR LA VIE



## éditorial

### CE QUE NOUS ATTENDONS DU PROCHAIN BUDGET FÉDÉRAL POUR AMÉLIORER L'ÉCONOMIE MÉTROPOLITAINE



Le Ministre des Finances du Canada, M. Paul Martin, déposera le prochain budget du Canada dans quelques semaines. Personne n'ignore maintenant que ce budget comportera un surplus, situation avantageuse s'il en est. Comme tous les Canadiens qui ont contribué à ce surplus en payant en impôt le tiers de leurs revenus - plus de la moitié dans certains cas -, nous croyons que ces surplus appartiennent à tous et qu'ils doivent être investis avec rigueur.

La Chambre de commerce du Montréal métropolitain croit donc que le prochain budget ne devrait contenir que très peu de nouvelles dépenses.

Au cours des audiences publiques du Comité des finances et du budget, l'automne dernier, nous avons affirmé que tout surplus budgétaire devrait être divisé en trois : un tiers servant à rembourser la dette nationale, un tiers à réduire les impôts et les contributions des employés et des employeurs à l'Assurance-emploi, et un tiers à renflouer des programmes trop fortement réduits et à financer la recherche et la R&D au Canada.

La tourmente économique qui a secoué les pays asiatiques et le monde entier en 1998, et dont les effets persistent, nous a démontré que peu de pays du monde sont à l'abri de crises dont ils ne sont pas responsables. Aussi, les milieux économiques comprennent bien que le ministre des Finances joue la carte de la prudence et qu'il réduise la dette du Canada.

Un endettement réduit, par exemple sous les 50 % du P.I.B., serait un gage de solidité pour le pays et libérerait chaque année des milliards de dollars actuellement consacrés à rembourser des intérêts sur la dette.

Cependant, nous constatons que M. Martin a commencé à rembourser une portion de la dette nationale à même ses budgets réguliers, réduisant ainsi les surplus éventuellement disponibles en fin d'exercice. Cette pratique prudente nous incite à demander au gouvernement du Canada de consacrer une part moindre des surplus officiels au remboursement de la dette, soit 33 % de ses surplus.

En deuxième lieu, nous demandons au gouvernement fédéral de réduire les impôts des individus, au nombre des «unhappy few» les plus taxés de la planète, et les contributions à la caisse de l'Assurance-emploi dont les surplus sont inutilement et anormalement élevés. L'Assurance-emploi doit être maintenue pour permettre aux Canadiens de faire face à des périodes difficiles, mais elle ne doit pas servir d'impôt supplémentaire déguisé.

En troisième lieu, nous demandons au gouvernement canadien de réinjecter un tiers de ses surplus dans certains programmes, par exemple les transferts aux provinces pour la santé et les services sociaux. Plus spécifiquement, comme porte-parole de l'économie métropolitaine, nous demandons à M. Martin de consacrer des investissements accrus au financement de la recherche en santé et de la R&D en général.

Parmi les investissements en R&D, nous croyons que les secteurs de pointe de la région métropolitaine : biopharmaceutique, télécommunications, technologies de l'information et aérospatiale devraient avoir accès à des avantages accrus pour accélérer leurs efforts de recherche.

Le Partenariat technologique canadien, en particulier, devrait être doté de montants supplémentaires importants, afin d'investir avec l'industrie des sommes qui seront par la suite récupérées des années durant par le biais de redevances sur les ventes.

Au plan économique, nous avons la conviction que les millions investis dans la recherche et la R&D sont les investissements idéaux pour créer une économie forte pour le Canada et la région métropolitaine de Montréal, au cours des prochaines décennies.

Comme, malgré tout, tout le monde ne travaille pas dans la «nouvelle économie», nous espérons, finalement, que le gouvernement canadien trouve le moyen, dans cet exercice budgétaire, de prévoir des fonds à vocation régionale susceptibles de concrétiser la contribution fédérale à un projet unanimement appuyé par les milieux touristique, économique et municipal de la région métropolitaine, et l'agrandissement du Palais des Congrès de Montréal, un atout indispensable au succès du tourisme, une industrie qui fait vivre des dizaines de milliers de personnes et qui offre beaucoup de potentiel.

Un budget fédéral qui correspond à ces objectifs et qui n'instaure pas de nouveaux programmes répondra à notre avis aux attentes de tous ceux qui se soucient de la solidité et de la croissance de notre économie métropolitaine.

David McAusland  
Président

## PRISE DE POSITION

LA CHAMBRE DE COMMERCE DU MONTRÉAL MÉTROPOLITAINE ACCUEILLE  
LE MINISTRE FÉDÉRAL DE L'INDUSTRIE, M. JOHN MANLEY :

### «L'INDUSTRIE AÉROSPATIALE ET L'INDUSTRIE DE LA SANTÉ SOUHAITENT UN APPUI FINANCIER ACCRU D'OTTAWA»

AFFIRME LE PRÉSIDENT DE LA CHAMBRE, M. DAVID MCAUSLAND

La région métropolitaine de Montréal est l'une des grandes forces économiques du Canada, même si elle a encore du travail à faire pour redynamiser certains secteurs de son économie et assurer la solidité financière de sa ville-centre, Montréal.

Nous avons ici près de 58 % de l'industrie aéronautique canadienne, et de fortes proportions des industries biopharmaceutiques, des télécommunications et des technologies de l'information. Le Grand Montréal est la ville qui offre la plus forte concentration d'investissements en recherche et développement dans des secteurs de pointe, per capita, en Amérique du Nord. Le gouvernement du Canada n'est pas étranger à cette situation puisqu'il a implanté ici plusieurs centres de recherche qui favorisent l'essor du milieu et la vitalité de grandes industries qui font la fierté du Canada.

Au nom de nos 7 000 membres qui emploient un demi-million de personnes, je me permets de vous adresser quelques demandes qui sont importantes pour tous ceux qui se préoccupent de notre réussite économique.

Le Palais des Congrès de Montréal, vous le savez, sera entièrement reconstruit dans quelques mois et sa taille doublera, afin d'accueillir en 2001, de nombreux congrès qui ont déjà réservé leur place. Toute la communauté d'affaires et tout le milieu touristique, ainsi que les autorités municipales et les représentants politiques de la région et du Québec s'entendent pour appuyer ce projet.

Nous savons que le gouvernement canadien doit faire certains arbitrages face à sa contribution à des projets moteurs dans toutes les régions du pays. Mais nous vous demandons de faire partie des porte-parole qui croient que cet investissement rapportera à notre région et à votre gouvernement des retombées qui surpassent de loin les sommes en jeu.

Dans un autre domaine, celui de l'aérospatiale, nous savons que la création d'un centre de recherche en aérospatiale est prévue par les autorités du Centre national de recherche du Canada. Nous croyons que cette implantation est souhaitable, urgente et entièrement fondée. L'aide à la recherche est une façon valable de compenser la modestie, voire l'absence des budgets de recherche militaire du Canada. Un institut de recherche en aérospatiale devrait logiquement se trouver ici où l'on retrouve maintenant l'un des foyers de compétences les plus diversifiés et les plus exceptionnels au monde.

Il en va de même du partenariat technologique canadien. Ce programme permet au gouvernement canadien d'investir dans le développement de nouveaux projets, dans des domaines comme l'aérospatiale ou les télécommunications, des projets qui exigent des investissements de centaines de millions de dollars et qui assurent ensuite des

retombées économiques de dizaines de milliards de dollars.

Nous demandons à votre gouvernement d'accroître les sommes disponibles pour partager les investissements des entreprises de l'aérospatiale, faute de quoi les équipements de pointe : avions, turbines et hélicoptères seront développés en tout ou en partie dans d'autres pays.

Nous croyons qu'il s'agira d'investissements profitables à tous les Canadiens dans les prochaines années. Des investissements remboursables à même les redevances provenant des ventes d'aéronefs, de moteurs, de simulateurs, de systèmes, etc.

De plus, dans le domaine de l'aérospatiale, il serait souhaitable de mettre en place un programme d'investissement accessible aux petites et moyennes entreprises qui développent ici une expertise de taille mondiale, sans disposer de moyens considérables.

Le Canada se classera probablement dès cette année au quatrième rang des leaders mondiaux de l'aérospatiale. Le cœur de cette industrie est ici et nous croyons qu'il est logique et essentiel d'en appuyer le développement. Il y a là des emplois de haute technicité par milliers pour les jeunes générations et, si nous voulons continuer d'éprouver la même fierté en voyageant dans le monde, en constatant que le Regional Jet, le «Canadair», le Dash 8, le Challenger, les hélicoptères Bell 427, les moteurs PW 200 et les simulateurs CAE - tous produits montréalais - sont présents partout et dominants dans leurs marchés, nous devons jouer le jeu mondial avec des armes qui ressemblent à celles des pays concurrents.

Dans une économie comme celle de Montréal, qui ne compte que 23 % d'emplois manufacturiers, l'aérospatiale est l'un des joyaux de notre secteur manufacturier, avec ses quelque 41 000 emplois. Elle représente à elle seule plus de 10 % de notre secteur manufacturier.

Par ailleurs, nous avons aussi une industrie biopharmaceutique en plein essor.

Toutes ces industries ont besoin, pour bien se développer de ressources humaines bien formées, c'est une tâche qui revient aux gouvernements des provinces. Mais elles ont aussi besoin de capitaux et d'investissements pour grandir, explorer les marchés extérieurs, poursuivre leurs efforts de R&D. Là-dessus, votre gouvernement peut jouer un rôle de premier plan.

L'investissement qui nous tient le plus à cœur, celui qui est indispensable à la vigueur de notre économie au seuil d'un nouveau millénaire, c'est l'investissement dans la recherche. Tout ce que votre gouvernement investira dans la recherche, en santé et dans les secteurs de pointe, contribuera à faire de notre économie une économie moderne et solide pour les prochaines décennies. ■

Extrait d'une brève allocution de M. David McAusland



## LES ARBRES NE CACHENT PAS LA FORÊT...

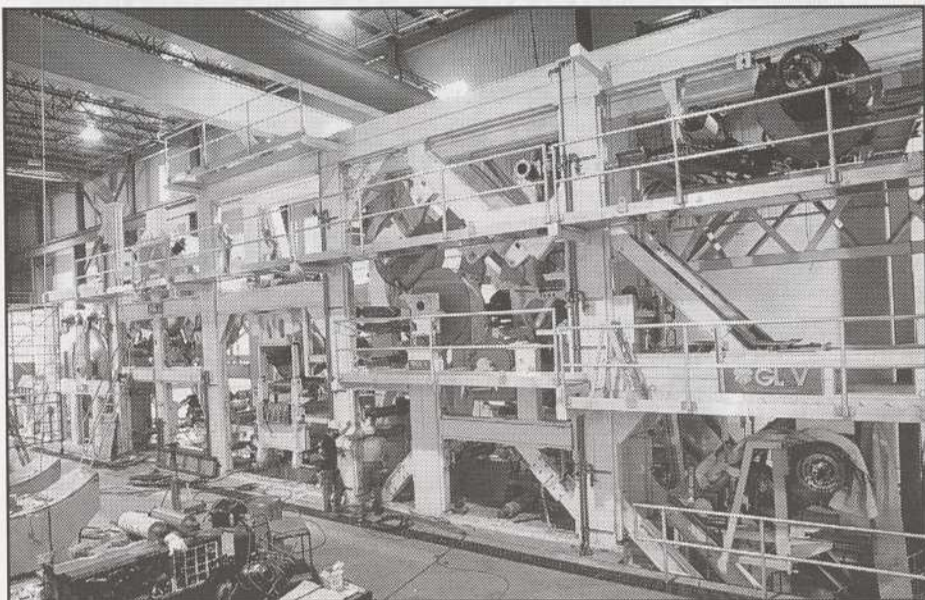


Photo : Paprican

Pour son expansion, Abitibi-Consolidated vise maintenant l'Asie, qui consomme un cinquième de la production mondiale, ainsi que l'Amérique centrale, surtout en raison des forts potentiels identifiés dans ces régions. «Nous avons des bases larges et solides. C'est le temps d'obtenir des résultats», affirme Mme Rogers.

### Utilisation des technologies

L'industrie des pâtes et papiers n'a pas l'image *hi-tech* que l'on trouve ailleurs, ce qui ne l'empêche pas d'être grande consommatrice de technologie et de R&D. La métamorphose qui transforme un arbre en papier est plutôt devenue une science. De 25 à 30 % des investissements sont consacrés à l'achat d'équipements hautement informatisés. De nombreuses tâches autrefois manuelles sont maintenant informatisées, et il suffit de visiter une usine pour s'en convaincre. Les événements «portes ouvertes» de ces dernières années ont permis au grand public, encouragé à faire le tour des usines, de constater que l'industrie veut le sensibiliser à sa prise de responsabilité environnementale et à son savoir-faire technologique.

«Raviver l'image de l'industrie, c'est savoir adopter une attitude qui tient compte des critiques et explique les tenants et aboutissants de l'industrie des pâtes et papiers. Un projet à l'échelle quotidienne», souligne Pierre Monahan, président et chef de la direction, Produits forestiers Alliance Inc.

Au cours de sa carrière de près de 35 ans dans l'industrie, Laurent Lemaire, président et chef de la direction de Cascades, a été témoin d'une impressionnante et très rapide poussée technologique. Kellogg, Kraft et MacDonald figurent sur sa liste de clients. Il suffit de penser à ces compagnies-là pour comprendre ce qu'elles signifient en termes de demande de produits de cartons de qualité, faits de fibres spécialisées garantissant légèreté,

impermeabilité et solidité. «Nos clients veulent des produits plus attrayants et plus performants. Non seulement sommes-nous capables de livrer de tels produits, mais les progrès technologiques nous permettent de livrer plus, plus vite. Au lieu de fabriquer 25 tonnes de carton par jour en employant 70 personnes, nous en faisons 225 avec 50 personnes», déclare M. Lemaire. Soixante-dix pour cent des produits signés Cascades sont faits de matières premières recyclées. En 1995, Cascades a acquis Papiers Perkins. Depuis, le chiffre d'affaires de cette dernière est passé de 147 millions de \$ à 237 millions de \$. Elle est devenue le plus important producteur de papier mouchoir au Québec et le huitième en Amérique du Nord.

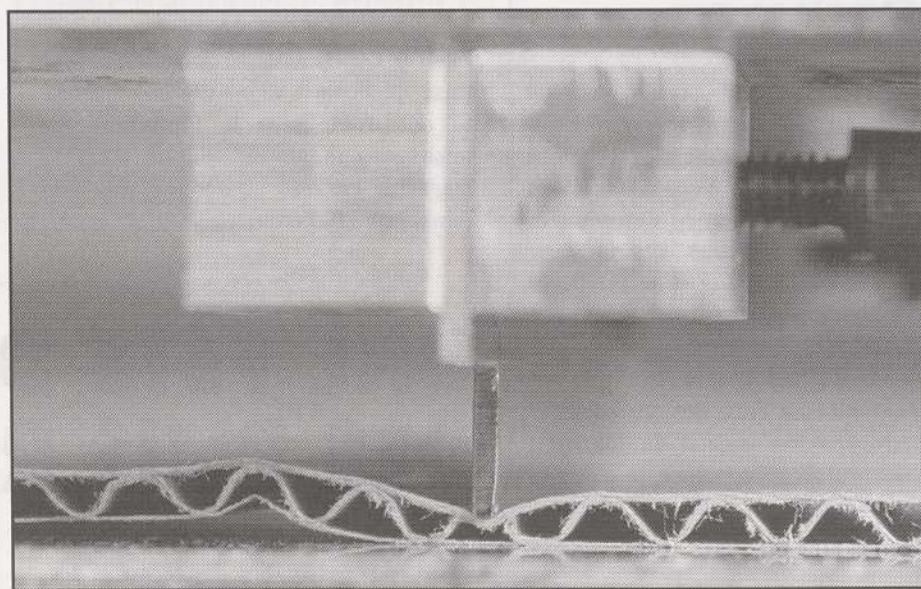


Photo : Paprican

La recherche est le catalyseur de ces rapides percées technologiques. Dans l'industrie des pâtes et papiers, recherche et Paprican (l'Institut de recherches des pâtes et papiers) sont synonymes. Paprican est un consortium de l'industrie qui compte 275 employés au Québec, 50 à Vancouver et 23 dans trois universités montréalaises. L'université McGill, l'université de Colombie-Britannique et l'École polytechnique collaborent avec le consortium dans le cadre d'un programme de maîtrise en technologie papetière. L'industrie a besoin de main-d'œuvre très spécialisée et les salaires y sont de 60 000 \$ en moyenne.

Depuis 1925, Paprican, surtout financée par ses membres et le gouvernement fédéral qui verse 40,7 millions de \$, est plongée dans la recherche environnementale, sur la compétitivité des coûts et sur la qualité et la valeur des produits. Cela permet de partager les coûts de manière structurée et une concertation qui crée, pour l'ensemble de l'industrie, des systèmes d'exploitation améliorés. L'un des sujets de recherche les plus intéressants porte sur l'élimination de l'eau, de l'énergie, des gaz et des déchets solides durant la production. L'Institut n'a pas son pareil au Canada ni ailleurs dans le monde, à l'exception de la Finlande, qui est dotée d'un centre de recherche appelé le KCL.

«Les meilleures entreprises dans le monde sont celles qui utilisent la haute technologie», affirme Joseph Right, président et chef de la direction de Paprican.

### Le mythe du bureau sans papier

Si l'informatique favorise un bureau sans papier, alors pourquoi prévoit-on une hausse de 50 % de la consommation de papier d'ici 2010 ? Lise Lachapelle, présidente et chef de la direction de L'Association canadienne des pâtes et papiers, déclarait récemment lors d'un discours devant la Chambre qu'il fallait comprendre qu'en réalité la consommation de papier s'est multipliée par six depuis 1975 et que, malgré toute notre

évolution de cette utilisation. La croissance est plus faible pour le papier journal, mais il y a une forte progression pour les papiers spécialisés destinés aux magazines, dépliants et brochures», de préciser Pierre Monahan, d'Alliance.

### Intensément exportatrice

Lorsque les lecteurs du *USA Today* feuilletent leur quotidien, ils ignorent sans doute qu'ils ont entre les mains des arbres du Québec. Kruger, presque la seule société importante demeurant entre des mains privées, est le principal fournisseur. «Notre but, c'est d'offrir le meilleur papier et le meilleur prix, sans compromis», déclare Alain Labonté, vice-président, affaires publiques, de Kruger. Pour cela, l'entreprise investit chaque année 100 000 \$ dans des équipements de haute technologie, ce qui leur permet de produire 1,8 million de tonnes métriques de produits des pâtes et papiers.

Au Canada, sur cinq tonnes de papier, quatre sont exportées. Donc, 83 % de nos produits des pâtes et papiers partent outre-frontières, dont 62 % vers les États-Unis. Le transport demeure une préoccupation majeure de l'industrie. Selon Industrie Canada, nos coûts d'expédition pour le papier journal sont de 37,8 % supérieurs à ceux de nos voisins du Sud.

L'industrie des pâtes et papiers est vraiment mondiale et si nous voulons atteindre la croissance que nous recherchons, il nous faut être concurrentiels. Mais les chances sont inégales. Nos ressources forestières, qui sont la propriété de la province, nous désavantagent. De plus, comme l'a mentionné une étude récente du ministère des Ressources naturelles du Québec, nous subissons un autre inconvénient par rapport aux producteurs du Sud des États-Unis, soit une plus faible capacité de production de nos machines à papier et les coûts d'entretien plus élevés qui en découlent. La plupart (61,2 %) des machines à papier journal, au Québec, ont une capacité de 80 000 à 160 000 tonnes. Aux États-Unis, seulement 30 % des machines sont de cette taille. Les autres sont dans les 200 000 tonnes. Pour les papiers spécialisés, les différences sont encore plus fortes.

informatisation, 95 % de l'information est toujours conservée sur papier seulement. «La question n'est pas la réduction de l'utilisation du papier, mais

Suite, page 6



### ERRATUM

Dans le dernier Répertoire des membres 1998-1999, la firme Planification Focus a été inscrite sous le code 7814 - Services de planification en finance personnelle ou d'entreprises.

Le code d'activité de cette entreprise aurait dû se lire comme suit : 9963 - Agence spécialisée en voyages d'affaires et programmes de motivation.



## LES ARBRES NE CACHENT PAS LA FORÊT...

Le programme provincial d'aide, FAIRE (Fonds pour l'accroissement de l'investissement privé et la relance de l'emploi), est le fer de lance de l'amélioration de notre compétitivité.

### Questions d'environnement

Pendant des dizaines d'années, on a fabriqué du papier sans porter attention aux conséquences sur l'environnement.

L'industrie le sait bien. Mais, comme on dit dans la nouvelle campagne publicitaire de Eaton «les temps ont changé». L'industrie a vraiment fait volte-face en faveur de l'environnement. Selon l'ACPP, 75 % du papier provient d'usines de sciage et du recyclage. Ces dix dernières années, on a investi 7 milliards de \$ dans l'environnement et le recyclage a doublé. «Nous opti-

misons le rendement des arbres. Nous extrayons le maximum possible de bois de chaque arbre, et c'est un processus entièrement intégré», explique Pierre Monahan d'Alliance.

Bien qu'au Canada, il faille 75 ans pour qu'un arbre parvienne à maturité - contre seulement 30 dans le Sud des États-Unis, nous sommes en train d'agrandir nos forêts, contrairement à l'opinion populaire qui croit que nous les détruisons. Selon l'Organisation des Nations-Unies pour l'alimentation et l'agriculture, le domaine forestier au Canada s'est en réalité accru de près d'un million d'hectares entre 1990 et 1995.

En ce qui concerne l'effort collectif des industries pour améliorer leurs pratiques par une meilleure technologie et une conscience environnementale,

les graines sont bien semées. Ce n'est plus qu'une question de temps pour qu'elles arrivent elles aussi à maturité. «L'industrie doit sortir de ses ornières. Il faut apprendre des meilleures pratiques qui existent dans des industries comme celles des services financiers ou de la vente au détail, où on est équipés d'outils permettant d'évaluer et de gérer la demande», déclare Craig Campbell, l'associé responsable du secteur forestier et des producteurs de papier chez PricewaterhouseCoopers à Montréal. Le retour à la rentabilité, dit-il, implique qu'il faut mettre en œuvre des changements créatifs. En s'assurant que les produits ciblent bien les marchés et en haussant la valeur ajoutée des produits, il est clair que la performance sera améliorée. ■

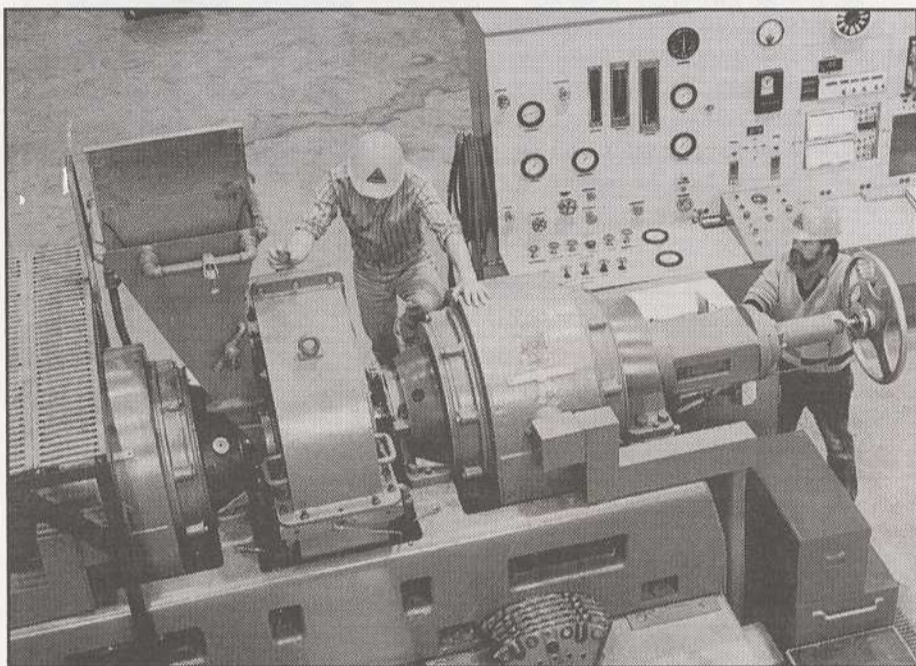


Photo : Paprican

## LEADERSHIP MONTRÉAL CÉLÈBRE SON PREMIER ANNIVERSAIRE

Nous n'avons nullement l'intention de vous rebattre les oreilles avec le cauchemar de janvier 1998 - d'autres l'ont déjà fait - mais si on veut souligner le premier anniversaire de Leadership Montréal, on n'a pas le choix... Impossible de passer sous silence la tempête de verglas qui nous a tous touchés d'une façon ou d'une autre. Mais ce fut quand même un beau bébé et nous en sommes fiers.

Comme il a été bien nourri, il a grandi et s'est développé à un rythme satisfaisant. Plusieurs grands dossiers d'actualité bien documentés ont été

traités et pour lesquels nous avons reçu des commentaires des plus favorables.

Nous continuerons sur cette lancée pour vous offrir, à travers «Dossier» et «Forum», une information de première qualité et nous vous renseignerons sur les activités, les services et les privilèges que la Chambre élabore pour vous.

N'hésitez pas à nous faire part de vos commentaires, à l'une des adresses qui se retrouvent en page 3 du journal : adresse postale, télécopieur ou courrier électronique. ■

## RECHERCHÉS : DES CHAMPIONS DE LA CROISSANCE

Depuis 1989, *PROFIT, The Magazine for Canadian Entrepreneurs*, publie sa liste *PROFIT 100* qui constitue le classement officiel des champions de la croissance au Canada. Le classement célèbre les réussites des meilleures entreprises canadiennes tout en révélant le secret de leur succès.

Avez-vous le sentiment que votre entreprise mérite de figurer à ce classement ? Ou connaissez-vous une entreprise québécoise digne d'y être citée ? Si oui, remplissez le formulaire de mise en candidature publié dans le magazine *PROFIT* ou sur son site Web ([www.profit100.com](http://www.profit100.com)).

Faites vite ! La date limite pour les mises en candidature est fixée au 31 mars 1999.

Les gagnants seront honorés dans le numéro de juin 1999 de *PROFIT* et dans une série de réceptions d'un bout à l'autre du Canada, en plus de se voir attribuer des prix spéciaux et d'être répertoriés dans l'édition 2000 du répertoire *Who's Who in Canadian Business*.

Pour obtenir un bulletin de mise en candidature ou plus d'information, vous pouvez appeler le numéro sans frais de *PROFIT 100*, 1-800-713-GROW ou communiquer avec le rédacteur supérieur Ian Porthmouth au (416) 596-2609. ■

## UNE FÊTE DE NOËL DES PLUS RÉUSSIES

C'est le 18 décembre dernier, juste avant de partir en congé, que les employés de la Chambre ont célébré Noël. Le personnel désire adresser un chaleureux merci à tous les commanditaires de cette soirée pour leur généreuse contribution à leur fête de Noël, soit par des cadeaux offerts par tirage aux employés, soit en offrant des plats pour le buffet, ou de l'équipement de décoration.

Sans leur contribution, la soirée n'aurait pas eu la même envergure. Un merci également au comité organisateur qui se surpasse chaque année au chapitre de l'originalité. ■

Nos remerciements vont donc à :

ADCOM Corpav  
Affiches rapides

Allcom Stratégies Communications  
Browne's Unique Sounds  
Centre Sheraton  
Daniel Berthiaume  
Denis Gamelin ltée  
Fontaine Santé  
Formule d'affaires ATEX  
Hôtel Inter-Continental  
Hôtel Wyndham  
Hôtel Le Reine Elizabeth  
Ligne nationale d'improvisation  
Montréal Bonaventure Hilton  
Pilon  
Radisson  
Samourai  
Selena  
Solutions Network  
Starr Publicité Postale  
Supralink  
Sylco Express  
VIA Rail

### ERRATUM

Dans le dernier Répertoire des membres 1998-1999, la firme Boulevard & associés dont le nom apparaît en page 2 - 76, aurait dû se lire : Bourdon et associés.



# partenaires

## POUR SA PREMIÈRE ANNÉE D'EXISTENCE, MONTRÉAL TECHNOVISION INC. (MTI) A ATTEINT ET, DANS CERTAINS CAS, LARGEMENT DÉPASSÉ SES OBJECTIFS

### Montréal TechnoVision inc.

Organisme dont la mission est de mobiliser la communauté autour d'une vision et d'un plan d'action pour accélérer le développement de Montréal comme pôle technologique, MTI s'était fixé pour objectif durant l'année 1998 :

- d'intensifier la mobilisation de la communauté en élargissant son conseil d'administration, en recrutant de nouveaux gouverneurs et en mettant à contribution les ressources du milieu;
- de faire arriver au moins quatre projets, en agissant comme catalyseur;
- de contribuer à développer la communication et le réseautage au sein de la communauté;
- de déterminer des indicateurs pour que Montréal puisse se mesurer à d'autres métropoles et mesurer ses propres progrès.

Un an plus tard, ces objectifs ont, dans leur ensemble, été atteints ou dépassés. Le Conseil d'administration compte maintenant 20 membres, dont 13 nouveaux, et 14 proviennent du secteur privé. Ce sont :

- Chahram Bolouri, Nortel
- Steven Droz, Spar aérospatiale ltée
- Paul L'Archevêque, Glaxo Wellcome inc.
- François Legault, Biochem Pharma
- Steve Lucas, Eicon Technology inc.
- André Nadeau, Groupe CGI inc.
- Guthrie Stewart, Téléglobe
- Dr Pavel Hamet, CRCHUM
- Claude Martel, Inno-Centre
- Yves Sanssouci, CRIM
- Denis Dionne, Sofinov inc.
- Michel Gariépy, Géophysique GPR intl
- Monique Lefebvre, Communications Ericsson
- Claude Lemay, Alis Technologies inc.
- Guy Marier, Bell Canada
- Robert Nault, Marke-Tech R.N. inc.
- Dr Pierre Bélanger, Université McGill
- Bernard Lachance, Collège Bois-de-Boulogne
- Dr Jacques Martel, Énergie Capital
- Hani Macramallah, CAE électronique ltée

Le conseil s'est réuni de façon régulière et a mis en place plusieurs comités, faisant appel aux ressources du milieu pour traiter des questions spécifiques.

Le Conseil des Gouverneurs compte maintenant 17 membres - 8 en biopharmaceutique et 9 en technologies de l'information - dont 9 nouveaux\* :

#### BIOPHARMACEUTIQUE

- Dr. Aldo Baumgartner  
Wyeth-Ayerst Canada inc.
- Dr. Francesco Bellini  
Biochem Pharma
- M. Allan Bootes\*  
Pfizer Canada inc.
- M. Per From  
Astra Research Center
- M. Léon F. Gosselin\*  
Axcan Pharma inc.
- Dr John Hooper  
Phoenix International Life Sciences
- M. Jean-François Leprince\*  
Hoechst Marion Roussel Canada inc.
- M. André Marcheterre  
Merck Frosst Canada inc.

#### TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION

- M. Ronald Brisebois\*  
Cognicase inc.
- M. Peter Brojde\*  
Eicon Technology Corporation
- M. Serge Godin  
Le groupe CGI inc.
- M. Lionel Hurtubise  
Communications Ericsson inc.
- M. Jean Monty\*  
BCE inc.
- M. Charles Sirois  
Télé systèmes ltée
- M. Lorne Trottier\*  
Les systèmes électroniques Matrox
- M. Reginald Weiser\*  
Positron inc.
- M. Dennis Wood\*  
Les Industries C-Mac inc.

Suite, page 13



W | T | C  
MONTRÉAL



À votre agenda

### Missions commerciales

#### Banque mondiale et Banque interaméricaine de développement à Washington D.C.

Le World Trade Centre Montréal (WTC Montréal), en collaboration avec Équipe Canada inc, organise régulièrement des missions commerciales auprès des Institutions financières internationales (IFI), lesquelles offrent des occasions d'affaires intéressantes pour les entreprises québécoises.

#### Qu'est-ce que les institutions financières internationales ?

Les institutions financières internationales (IFI), dont font partie la Banque mondiale et la Banque interaméricaine de développement, ont pour objectif de venir en aide aux pays en émergence qui en font la demande afin de les appuyer dans leur développement économique. En contribuant au progrès et à l'expansion des marchés de ces pays, les IFI cherchent à améliorer les conditions sociales de tous les pays du monde et à en élever le niveau de vie, en particulier celui des pays en voie de développement.

Les IFI comptent actuellement 180 membres incluant le Canada. Elles regroupent également 130 pays bénéficiaires et les banques suivantes :

- la Banque africaine de développement
- la Banque asiatique de développement
- la Banque européenne pour la reconstruction et le développement
- la Banque mondiale
- la Banque interaméricaine de développement
- la Société financière internationale, et
- le Programme des Nations-Unies pour le développement

Les IFI financent plus de 2 500 projets, dans une vingtaine de secteurs d'activité différents. Ces contrats totalisent plus de 40 milliards de \$ US par année à l'appui des activités de développement. En 1997, la Banque mondiale à elle seule a consenti plus de 22,5 milliards de \$ US de prêts, dont la moitié était destinée à l'obtention de produits et services provenant de fournisseurs basés à l'extérieur des pays emprunteurs, ce qui a généré d'excellentes occasions d'affaires pour tous les exportateurs, notamment les exportateurs canadiens.

#### Pourquoi des missions commerciales auprès des IFI ?

Ces missions commerciales ont comme objectif d'aider les entreprises québécoises à accroître leurs opportunités d'affaires par la mise en relation des décideurs et des spécialistes sectoriels en poste au sein de la Banque mondiale et de la Banque interaméricaine de développement, à Washington.

#### Calendrier 1999

JURIDIQUE  
du 10 au 12 février 1999

TRANSPORT  
du 7 au 9 avril 1999

DÉVELOPPEMENT URBAIN  
du 10 au 12 mars 1999

ÉDUCATION ET FORMATION  
du 12 au 14 mai 1999

ENVIRONNEMENT  
du 9 au 11 juin 1999

#### Informations

Marie-Claude Lemire  
(514) 849-6647  
mclemire@wtc-mtl.com

En collaboration avec :





partenaire

## LES RÉSEAUX D'AFFAIRES... ÉLECTRONIQUES



Les icebergs sont à la mode ces jours-ci. Après celui du film Titanic (créé avec des logiciels montréalais), les journalistes économiques en ont identifié un deuxième : le commerce électronique. Le portrait que les médias nous font de ce domaine ne tient compte que de la pointe de ce dernier : la vitrine ou le comptoir transactionnel sur Internet. Si les capitaines d'entreprises ne prennent pas le temps de prendre en considération, dès aujourd'hui, l'ampleur du phénomène et de ses impacts dans leurs affaires quotidiennes, leur vaisseau pourrait couler dès les premiers contacts avec la nouvelle réalité des réseaux d'affaires électroniques.

Pour réussir en affaires, il faut bien connaître l'ensemble de son réseau (fournisseurs, concurrents, clients) et pouvoir s'y positionner de manière avantageuse à l'intérieur. Dès les premiers trocs à la porte de la grotte, les entrepreneurs ont bien compris l'importance d'un réseau de contacts et d'alliés négociés un à un. En tant que membre actif de la Chambre, vous faites preuve de votre intérêt à construire des liens

avec d'autres gens d'affaires en vue de développer vos réseaux de collaborateurs ou de clients.

**Des relations tissées de documents**  
Le monde du commerce électronique est perçu actuellement par la majorité comme étant essentiellement un comptoir de commandes ou de boutiques spécialisées (où on peut acheter un livre, un billet d'avion, etc.), bref, un lieu de transactions plus ou moins impulsives. Pourtant, tout entrepreneur sait très bien qu'ouvrir la boutique n'est qu'une étape et que la majeure partie de ses budgets sera affectée à créer ou à acquérir les produits, à assurer le service et à offrir le soutien à sa clientèle. Bref, ces comptoirs et boutiques comparés à l'ensemble des processus d'affaires ne représentent que la pointe de l'iceberg.

Établir des relations d'affaires solides est le résultat de négociations et de transactions claires. Le monde des affaires est tissé de bons de commande, de factures, d'accusés de livraison, etc. Pour faire partie d'un réseau tissé serré, il faut pouvoir être en mesure d'échanger des documents d'affaires avec les autres intervenants sur une base quotidienne ou hebdomadaire.

Il y a quelques années, nous étions sceptiques, pour la plupart, lorsque nous avons utilisé un télécopieur pour la première fois. Réfléchissez un instant. Pourriez-vous, aujourd'hui, exploiter votre entreprise sans télécopieur ? Seriez-vous considéré comme un joueur sérieux au sein de votre réseau d'affaires?

Maintenant, regardez autour de vous. Voyez-vous poindre le courrier électronique de plus en plus régulièrement dans vos échanges ? Vos fournisseurs et concurrents sont-ils en train de soumissionner à des appels d'offres sur Internet ? Vos plus gros clients ont commencé à vous questionner sur la possibilité de produire vos factures en format EDI ?

Le commerce électronique est aujourd'hui une réalité quotidienne beaucoup plus large que la simple vitrine. Il s'imbrique dans l'ensemble des processus d'affaires : de la veille stratégique à l'appel d'offres, en passant par les spécifications techniques, les documents servant à la douane, à la facturation, etc. Il est le ticket d'entrée dans le réseau d'affaires électronique que Forrester Research\* estime à plus de 1 400 milliards en 2003. Ces courbes folles, plus ou moins précises à quelques dizaines de milliards près, indiquent une tendance majeure : les habitudes de commandes des grands acheteurs se déplaceront en ligne (tout comme l'habitude d'envoi de soumissions par télécopieur, il y a quelques années...)

### Des milliards en transactions...

... milliards qui ne seront disponibles que pour ceux et celles qui seront branchés au réseau. Ces milliards ne seront pas de l'argent neuf, ils proviendront des budgets de commandes de vos clients actuels. Si vous n'êtes pas branchés à la discussion en ligne, vous risquez d'être écarté d'un réseau que vous teniez pour acquis. Les gens d'affaires qui utilisent les réseaux électro-

niques dans leur processus d'affaires réalisent rapidement les économies à faire en termes administratifs. Profiter pleinement du potentiel des réseaux nécessite, par ailleurs, une réingénierie de certains processus d'affaires.

L'ICE (l'Institut du commerce électronique) est une source d'information et de formation adaptée aux réseaux d'affaires électroniques du Québec. En augmentant l'expertise et les capacités de l'industrie locale dans cet environnement, c'est l'ensemble de nos secteurs économiques et l'efficacité de nos services publics qui en bénéficieront.

Il est important que les entrepreneurs d'ici soient au fait des tendances en terme des nouveaux réseaux d'affaires : ceux qui sont construits à coup de rencontres humaines et cimentées avec des documents électroniques. Dans un marché mondial qui se développe en temps réel, les capitaines qui apprivoisent l'océan numérique ont un avantage certain. Faire de l'argent sur Internet ? Pas si simple. En sauver ? À tous coups, en commençant par les frais de communications. Comprenez bien que réseaux d'affaires et réseaux informatiques seront désormais liés pour toujours au même titre que sont liées gestion saine et baisse des coûts d'opération. ■

René Barsalo, vice-président, Design et stratégie, DynEC

\*www.forrester.com/press/

## LE SECTEUR MANUFACTURIER DE MONTRÉAL PLUS DIVERSIFIÉ QU'À TORONTO

PAR JEAN-PIERRE LANGLOIS

On l'oublie trop souvent, le secteur manufacturier de Montréal est plus diversifié que celui de Toronto. C'est ce qui expliquerait que l'économie de Montréal est moins vulnérable aux chocs de la conjoncture que ne le sont d'autres provinces telles que la Colombie-Britannique ou l'Alberta : la crise asiatique et la chute du prix du pétrole ont illustré amplement pareille susceptibilité aux chocs externes.

Ajoutons à cette base économique traditionnelle une incursion réussie dans la nouvelle économie et nous avons ainsi réuni les ingrédients qui expliquent que l'économie montréalaise s'en tire bien dans la conjoncture actuelle. Mieux, elle devrait bien passer le cap de l'an 2000. Telles sont quelques-unes des observations qui apparaissent dans le troisième numéro trimestriel du Tableau de bord, qui est publié ce

mois-ci, et encarté dans le présent numéro de Leadership Montréal.

### Le Tableau de bord

Le Tableau de bord de la Chambre réunit une série d'indicateurs qui suivent l'économie et la qualité de vie de la région métropolitaine de Montréal.

Le Tableau s'efforce de suivre les progrès de la RMR vers le XXI<sup>e</sup> siècle. C'est pourquoi nous essayons presque toujours de comparer Montréal à d'autres grandes agglomérations canadiennes, quand ce n'est pas à d'autres métropoles nord-américaines, voire mondiales. Grâce à des graphiques commentés,

le lecteur du Tableau de bord peut juger de la performance de l'économie montréalaise dans un contexte canadien et, parfois, nord-américain.

La vision que la Chambre a d'une région économique dynamique est celle qui réussit à faire avec succès le pont entre son économie et la qualité de vie de ses habitants. Donc, un bon tableau de bord rend compte avec objectivité de l'évolution de son tissu économique et de la qualité de vie de ses concitoyens. Ses indicateurs permettent de voir si on avance ou recule, si la vie s'améliore, se détériore ou fait du surplace.

Au cours des prochains trimestres, nous essaierons d'améliorer le Tableau en augmentant le nombre d'indicateurs récurrents et, surtout, en publiant des indicateurs qui sont soit nouveaux, soit peu diffusés par les médias. ■

<b>UN BON INDICATEUR DOIT RÉPONDRE AUX CRITÈRES SUIVANTS :</b>
• faire ressortir les tendances lourdes d'une région économique;
• être intéressant et «appétissant» pour les médias;
• être compréhensible tout en étant enrichissant pour les lecteurs;
• être mesurable statistiquement sur une base périodique.



## LES BANQUES AIMENT MONTRÉAL...

À la Banque Royale, Claude Sabourin, vice-président, soutien aux ventes, aux marchés et à l'exploitation, pour le Québec, confirme cette tendance. «En raison de nouveaux développements, comme les centres d'appels, l'emploi chez nous est à la hausse. Mais surtout, il y a une mutation : moins d'emplois de bureau et plus de tâches spécialisées. Pour réaliser la transition, nous subventionnons la formation de nos employés», explique-t-il. Par exemple, la Banque Royale a créé une équipe de 35 personnes, spécialisée en haute technologie. «Pour comprendre nos clients», ajoute Claude Sabourin.

Jacques Daoust, vice-président exécutif, services financiers aux particuliers et à la petite entreprise à la Banque Laurentienne, note lui aussi la stabilité du niveau d'emploi dans le secteur bancaire, mais il indique que chez les compagnies de fiducie, dont plusieurs ont été absorbées par des banques, l'emploi a décliné quand les activités bancaires de ces sociétés ont été transférées à leurs acquéreurs. Mais, surtout, il parle d'un virage : «On confie de plus en plus les simples transactions aux outils technologiques et on garde nos ressources humaines pour les relations avec nos clients, pour les conseiller. Nous voulons des gestionnaires de comptes plutôt que des caissiers et des bureaucrates. Donc, nous améliorons la qualité de notre main-d'œuvre. Par exemple, nous avons aujourd'hui 1 000 personnes accréditées pour vendre des fonds mutuels; il y a cinq ans, nous n'en avions pas une seule.

«Montréal se développe, nous avons de meilleurs emplois. Si je regarde les États-Unis, poursuit le vice-président de la Banque Laurentienne, je vois bien qu'il y a moins de chômage... mais ils ont bien plus de *pushers de hot-dogs...*»

### Montréal : atouts gagnants - et faiblesses

Vue par les banquiers, Montréal a bien des atouts même si Toronto est très prépondérante dans plusieurs secteurs financiers, par exemple parce qu'elle abrite 56 sociétés de fonds mutuels totalisant plus de 102 milliards \$ d'actif, selon l'étude de Roger Verrault, contre 17 sociétés et 5,7 milliards \$ à Montréal. Au chapitre de l'activité boursière, Montréal a vu sa part des transactions canadiennes passer de 20,7 % en 1992 à 13,6 % en 1996 - exception faite des créneaux de produits dérivés où elle excelle», déclare l'économiste de la Ville de Montréal.

Cela n'empêche nullement les banques d'afficher leur optimisme face à Montréal qui demeure le point d'ancrage de plusieurs, comme la Banque Nationale ou la Banque Laurentienne, ou leur marché principal, comme pour le Mouvement Desjardins.

«La Banque Laurentienne est étroitement liée à Montréal, à son histoire et à son développement», commente son vice-président, Jacques Daoust, qui rappelle que l'institution financière s'appelait auparavant la Banque d'épargne de la cité et du district de Montréal, très à l'écoute des commu-

nautés d'immigrants. Montréal est plus proche de l'Europe que ne l'est Toronto - notre pluri-culturalisme est axé vers l'Europe, celui de Toronto est plutôt tourné vers l'Asie, nous sommes bilingues, nous avons quatre universités qui produisent une main-d'œuvre compétente.»

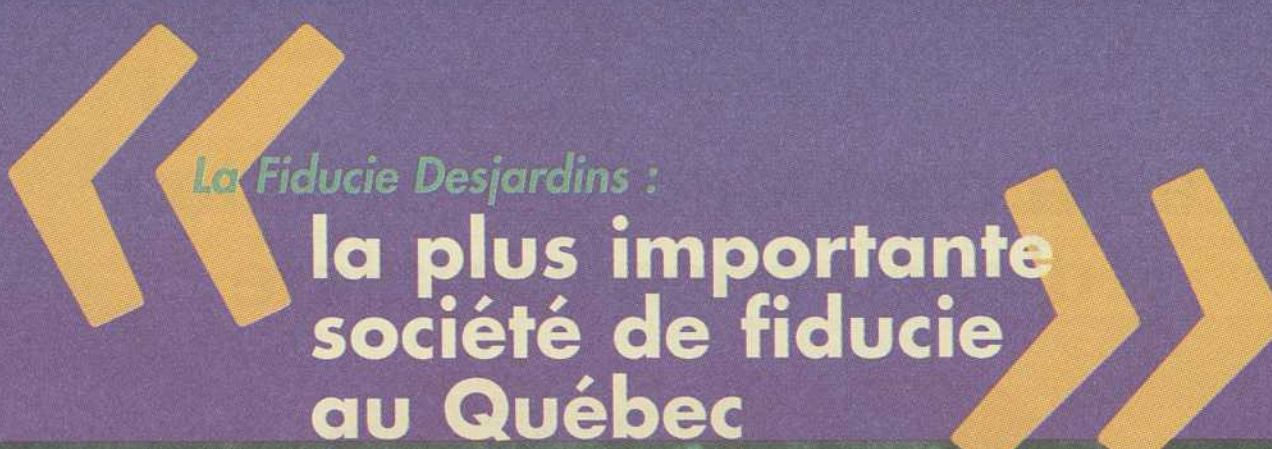
Jim Lekas, vice-président, ventes et

marketing de la Banque Nationale de Grèce Canada, ou NBG Bank, voit lui aussi de grands avantages à Montréal. «Nous croyons en Montréal, d'ailleurs, nous sommes l'une des rares banques étrangères qui aient établi leur siège social à Montréal, et c'est ici-même que nous sommes en train de réaliser le plus important investissement de notre


histoire dans les technologies de l'information, déclare-t-il. L'économie montréalaise est diversifiée, poursuit-il, le secteur de l'import-export est en bonne santé, l'immobilier est attrayant,

Suite, page 10





## La Fiducie Desjardins : la plus importante société de fiducie au Québec



Fiducie  
Desjardins


**Composante fiduciaire**  
du Mouvement des caisses Desjardins,  
la Fiducie Desjardins est la plus importante société de fiducie au Québec avec quelque 115 milliards de dollars de biens sous gestion.

**La Fiducie Desjardins offre un large éventail de services financiers et fiduciaires tant aux particuliers qu'aux entreprises.**

**Elle est confirmée chef de file dans l'administration et la garde de titres, de même que dans les régimes collectifs d'épargne. Elle a fait aussi sa marque dans la création des Fonds Desjardins et dans les services de gestion privée.**

**La Fiducie Desjardins, qui a son siège social à Montréal depuis 35 ans, emploie aujourd'hui plus de 800 employés dont une centaine sont répartis ailleurs au Québec.**

**La Fiducie Desjardins,  
parce que la qualité  
est un avantage  
décisif.**





### LES BANQUES AIMENT MONTRÉAL...

le centre-ville se revitalise, les entreprises sont en croissance et nous jouissons d'une excellente qualité de vie.»

Le vice-président de la Banque Royale, Claude Sabourin, donne une analyse similaire : «Montréal est le deuxième marché urbain au Canada. C'est un emplacement stratégique qui possède l'une des structures écono-

miques les plus diversifiées au pays, dit-il. Nous avons un parc immobilier de qualité, à prix modéré, un haut niveau de vie, quatre universités et l'atout majeur du bilinguisme et d'une population pluri-ethnique.» Il ajoute à cela le secteur de la nouvelle économie qui se développe à une vitesse accélérée.

Mais les banquiers ne voient pas la vie

complètement en rose à Montréal. Ils ont deux objections : le manque de main-d'oeuvre qualifiée et le fardeau fiscal. «Les postes non comblés sont tous dans la haute technologie, avertit Claude Sabourin; il y a un manque criant - et d'ailleurs, c'est un problème à l'échelle nationale. Les entreprises doivent souvent importer de la



«Nous voulons des gestionnaires de comptes plutôt que des bureaucrates. Donc, nous améliorons la qualité de notre main-d'oeuvre.» Jacques Daoust, vice-président exécutif, services financiers aux particuliers et à la petite entreprise, Banque Laurentienne.

main-d'oeuvre qualifiée, par exemple dans des secteurs très spécialisés en aéronautique, en technologies de l'information et en biotechnologies.» Quant à la fiscalité, elle constitue un frein au développement économique de Montréal. À la NBG, Jim Lekas se fait plus nuancé : «La période des énormes déficits et les conséquences des niveaux de taxation élevés ont été un boulet à traîner pour l'économie montréalaise. Mais ces problèmes commencent à être reconnus et des solutions sont mises de l'avant», estime-t-il.

#### Apportez des projets !

«Nous sommes des intermédiaires financiers», rappelle le vice-président de la Banque Laurentienne, Jacques Daoust. «Comme les taux d'intérêt sont bas, les épargnants choisissent les fonds mutuels. Les banques ont alors moins de liquidités à prêter, mais il y a plus d'argent pour les placements. Il faut donc faire preuve d'une créativité accrue et appuyer les bons projets, ceux où l'entrepreneur a investi ses propres fonds. Nous intervenons donc en second lieu, après le capital de risque. Là, les entreprises ont peu d'endettement et lorsqu'elles sont bien capitalisées, nous pouvons consentir des prêts.»

Le développement des secteurs de haute technologie à Montréal ne laisse pas les banques indifférentes. «C'est un marché très important», déclare Claude Sabourin, de la Banque Royale. «Depuis 5 à 6 ans, nous ciblons le développement de ce segment et nous avons même devancé cette évolution en créant une équipe multidisciplinaire de spécialistes pour répondre aux besoins.

## Tout le confort et la chaleur d'une solution d'assurance complète



**GAGNEZ**

*la performance en première classe!*



**Téléphonez maintenant** pour obtenir une soumission gratuite et vous pourriez gagner 1 des 2 Mercedes-Benz C 230 Classic\*

Programme d'assurances Meloche Monnex recommandé par :



Chambre de commerce du Montréal métropolitain Board of Trade of Metropolitan Montreal

Dormez bien au chaud avec ce programme d'assurances Meloche Monnex ! C'est la solution que vous recommande la Chambre de commerce du Montréal métropolitain. Profitez d'un traitement rapide et efficace de vos demandes d'indemnisation ainsi que d'un service d'assistance international pour toute la famille grâce à votre carte gratuite personnalisée.

- Solution d'assurance pour votre automobile • Solution d'assurance pour votre résidence
- Solution micro-entreprise, votre assurance affaires

Visitez notre site web: [www.melochemonnex.com](http://www.melochemonnex.com)  
**(514) 384-1112 • 1 800 361-3821**

\* Aucun achat requis. Valeur approximative de 38 000\$. Ce concours prend fin le 10 décembre 1999. Avant d'être déclarée gagnante, la personne sélectionnée au hasard devra résoudre correctement un problème mathématique. Pour connaître les autres façons de participer ou pour obtenir les règlements complets, écrivez au Concours «La performance en première classe», Meloche Monnex, 50 Place Crémazie, 12<sup>ème</sup> étage, Montréal, H2P 1B6.

**Meloche Monnex**  
Notre science... l'assurance,  
notre art... le service

Une société Canada Trust



## MISSION BIOTECHNOLOGIE EN ALLEMAGNE :

*L'amorce d'une solide relation économique entre le grand Montréal et l'industrie allemande*

À la fin novembre - début décembre 1998, j'ai eu le plaisir de diriger une mission économique en Allemagne. Cette mission portait essentiellement sur les secteurs des biotechnologies et du pharmaceutique. Elle nous a permis de jeter les bases de relations bidirectionnelles solides qui permettront les échanges, projets communs et alliances stratégiques entre entreprises de la région métropolitaine et des régions de Francfort, Heidelberg et Munich, tout en incitant les entreprises allemandes à s'implanter dans la région montréalaise.

Notre délégation se composait d'un représentant de l'Office de développement économique de la CUM, M. Roger Legault; de Laval Technopole, Mme Louise Thiboutot; pour la Société générale de financement du Québec, MM. J.-Yves Duthel et Gérard André; et le représentant d'Investissement-Québec en Europe, M. André Pratte, de même que des gens d'affaires des secteurs appropriés. Nous avons reçu, sur place, la collaboration des représentants des gouvernements du Québec et du Canada.

Les visites et rencontres d'information sur les avantages du grand Montréal et son industrie biopharmaceutique nous ont permis d'établir des liens prometteurs avec les chambres de commerce des villes visitées et l'association nationale Bundesverband der Pharmazeutischen Industrie (BPI), qui regroupe toutes les entreprises biopharmaceutiques allemandes.

Rappelons-nous que les chambres de commerce en Allemagne, comme dans plusieurs pays européens, jouent un rôle beaucoup plus formel qu'en Amérique du Nord. Les entreprises sont tenues d'y adhérer et ces organismes sont responsables de la plus grande partie de la formation professionnelle dispensée dans les entreprises ainsi que de nombreuses autres activités. Ces chambres gèrent de nombreux programmes gouvernementaux d'aide à l'industrie et elles sont souvent d'importants propriétaires fonciers et commerciaux.

Tant ces organismes que le BPI et ses représentants de l'industrie biopharmaceutique ont manifesté un grand intérêt à l'endroit de la région montréalaise et de son industrie de pointe. À Francfort, puis à Munich, on nous a proposé de tenir une journée supplémentaire d'information plus précise en avril 1999.

Cette journée permettra de faire connaître aux entreprises allemandes intéressées, les conditions propices à l'investissement dans la région métropolitaine; coûts des infrastructures, avantages fiscaux, disponibilité de main-d'oeuvre, qualité de la recherche, qualité de vie, etc.

Cette seconde mission sera donc plutôt axée sur la diffusion formelle d'information visant à faciliter l'implantation ici de nouvelles entreprises

intéressées à se joindre au noyau très dynamique des quelque 200 entreprises biopharmaceutiques de la région métropolitaine qui constituent près de 45 % de toute cette industrie au Canada.

Néanmoins, certains chefs de file du secteur biopharmaceutique seront aussi du voyage et quelques-uns, depuis notre mission, envisagent des projets conjoints avec leurs collègues allemands.

### Mission d'entrepreneurs allemands à Montréal à l'automne 1999

Pour faire suite à cette seconde mission, nous avons prévu - et commencé à discuter avec nos partenaires

allemands - une mission économique d'entreprises biopharmaceutiques dans la région métropolitaine à l'automne 1999.

Cette mission se composera en partie d'entreprises désireuses d'établir des liens et des partenariats dans la région de Montréal, mais également d'entreprises prêtes à investir en Amérique du Nord. À nous, ensemble, dans un effort concerté, de leur démontrer que la région métropolitaine, que ce soit à Laval, dans l'île de Montréal ou sur la Rive-Sud, est l'une des grandes capitales biopharmaceutiques nord-américaines, l'une des plus diversifiées quant au nombre et à l'éventail des produits découverts, perfectionnés par une recherche fondamentale et clinique de classe mondiale et mis en marché.

Je suis heureux des résultats que nous avons obtenus dans l'un des pays européens les plus avancés technologiquement et je souhaite que notre mission ait créé des liens durables qui débouchent sur des échanges réguliers, gages de relations économiques fructueuses à long terme.

Je suis convaincu que cette mission, qui regroupait plusieurs partenaires économiques majeurs de la région de Montréal en une démarche commune, nous a permis de solliciter plus activement et plus efficacement les représentants gouvernementaux et nos partenaires allemands du secteur privé.

Cette mission aura certainement des répercussions pour la région métropolitaine et son industrie biopharmaceutique. Mais en même temps, c'est plus qu'un grand secteur industriel que nous faisons connaître au milieu européen, c'est tout un pôle technologique dont d'autres facettes, technologies de l'information, télécommunications et aérospatiale intéresseront aussi nos vis-à-vis dans des régions du monde qui savent bien ce que signifie le mot «technologie de pointe».

Le président-directeur général  
Jacques Girard



## DANS QUATRE MOIS, MONTRÉAL SERA LA CAPITALE MONDIALE DE L'HÉLICOPTÈRE AU FORUM 55 DE L'AMERICAN HELICOPTER SOCIETY

Du 25 au 27 mai, durant trois journées d'intense activité, des milliers de spécialistes de l'hélicoptère : fabricants, sous-traitants, chercheurs, universitaires, militaires et utilisateurs commerciaux prendront d'assaut le Palais des Congrès et les rues de la Métropole pour participer au Forum 55 de l'American Helicopter Society (AHS) qui, pour la première fois, sera tenu en dehors des États-Unis.

Pourquoi Montréal ? Parce que la région montréalaise n'est pas seulement la capitale canadienne de l'aérospatiale, mais aussi l'une des capitales internationales de la production d'hélicoptères. Et ce, depuis l'implantation, en 1984, de Bell Helicopter Textron, filiale du plus grand manufacturier d'hélicoptères



Le Bell 427

Source : Bell Helicopter TEXTRON

civils ou commerciaux du monde, Textron Limitée.

### Le Canada : deuxième marché mondial pour les hélicoptères

Il y a derrière la présence et le succès de Bell Helicopter Textron à Mirabel une certaine logique. Le Canada, à la fois 2e plus grand pays du monde et se classant parmi les plus riches, constitue le second marché mondial en importance pour les hélicoptères.

Au moment d'accorder un important contrat gouvernemental, au début des années 80, le gouvernement canadien a demandé aux manufacturiers internationaux de considérer les avantages du marché canadien pour développer un programme de retombées économiques et, idéalement, implanter au pays une unité de production destinée à produire des hélicoptères tant pour le marché canadien que pour le marché mondial.

Bell Helicopter Textron a alors décidé d'implanter une usine de production au Canada pour tous ses hélicoptères civils de petite et moyenne taille. La région métropolitaine de Montréal était toute désignée pour y implanter une usine et un centre de R&D capable de faire évoluer ses modèles de façon à desservir des marchés croissants à l'échelle internationale.

Quatorze ans plus tard, l'entreprise canadienne regroupe plus de 1 700 personnes, dont 300 ingénieurs et elle a livré plus de 2 000 hélicoptères, mondialement. Sa production représente un tiers de la production mondiale d'hélicoptères civils et certains des modèles produits dans la région de Montréal occupent jusqu'à 60 % de leur créneau à l'échelle internationale.

Et, dans un monde où les commandes militaires sont en décroissance, le Canada continue de s'affirmer comme un marché civil dynamique pour le transport d'affaires, les voyages de plaisir, la surveillance, la construction d'établissements hors-route, l'exploration minière d'un immense territoire vierge, etc.

### Bell Helicopter Textron : un manufacturier en expansion

Située au sein d'une industrie qui compte aujourd'hui près de 38 000 employés dans la région métropolitaine, Bell Helicopter Textron s'affirme chaque année comme un pilier de la croissance du secteur de l'aérospatiale, ajoutant à sa gamme d'hélicoptères et complétant le tissu industriel de l'aérospatiale montréalaise auprès des Bombardier Aéronautique, fabricant d'avions réactés ou à turbo-hélices; Pratt & Whitney Canada, motoriste de

Suite, page suivante





Suite de la page précédente

classe mondiale; CAE Électronique, chef de file dans le domaine des simulateurs de vol; et les Rolls-Royce Canada, Messier-Dowty, Héroux, Compagnie Marconi Canada, Sextant Avionique, tous détenteurs de missions mondiales pour des produits d'avionique.

Bell Helicopter Textron produit les gammes suivantes d'hélicoptères :

- le Bell 206 B Jet Ranger, un monotorbinaire léger de 5 places - l'hélicoptère civil le plus populaire au monde;
- le Bell 206 L Long Ranger, version monotorbinaire, 7 places, du Jet Ranger;
- le Bell 407 monotorbinaire léger de 7 places, l'hélicoptère le plus vendu au monde;
- le Bell 212, un biturbine utilitaire de 15 places;
- le Bell 427, un biturbine léger de 7 places - développé en partenariat avec Samsung;
- le Bell 412, une version bipale augmentée du 212;
- le Bell 430, un bimoteur haut de gamme apprécié pour le transport sanitaire et le transport de personnalités.



Le Bell 430

Source : Bell Helicopter TEXTRON

Les premiers Bell 427 - premiers hélicoptères de nouvelle génération entièrement conçus et développés sur ordinateur et recourant aux matériaux composites - seront livrés lors de l'exposition Hélicoptère à Dallas, en février 1999. Quatre-vingts exemplaires ont déjà été vendus.

Bell Helicopter Textron a signé récemment un accord avec le constructeur italien Agusta pour la réalisation d'un appareil de toute nouvelle génération destiné à succéder au Bell 412, dans la catégorie des appareils utilitaires de 12 à 15 passagers.

Bell Helicopter Textron est un joueur clé de l'aérospatiale montréalaise et continue d'afficher une croissance soutenue. Ses livraisons actuelles dépassent 225 appareils par année entraînant des retombées économiques significatives pour le grand Montréal. En effet, le manufacturier confie la réalisation de composantes à près d'une cinquantaine de sous-traitants de la région métropolitaine.

#### Eurocopter Canada : un centre de service après-vente à Montréal

Le constructeur franco-allemand Eurocopter, escomptant une croissance sur le marché canadien et nord-américain, a décidé en 1997 d'implanter à Montréal un centre de service après-vente et, surtout, de maintenance de tous les appareils Eurocopter actuellement utilisés au Canada.

Ce centre, installé à proximité de l'aéroport de Dorval, emploie une trentaine de personnes et offre des cours de formation au maniement et à l'entretien des appareils, ainsi que des services de vente, réparation et assistance technique.

#### Une industrie aérospatiale en forte croissance

L'industrie aérospatiale de la région de Montréal est l'une des plus dynamiques du monde. La plupart de ses leaders, les grands concepteurs et maîtres d'oeuvre ont en effet réussi, au cours des dernières années, à diversifier leur production, mettant en marché de nouvelles gammes de moteurs, d'avions, de systèmes de communication ou de navigation qui se taillent des parts de marché dominantes dans leur catégorie respective. C'est le cas pour les moteurs produits par Pratt & Whitney Canada, les avions d'affaires, les transporteurs régionaux ou les avions citernes de Bombardier Aéronautique ou, encore, les simulateurs de vol de CAE Électronique, etc.

L'industrie aérospatiale dans la région de Montréal connaît un rayonnement remarquable, comparativement à ses compétiteurs d'autres grands centres mondiaux de ce secteur. Ce succès hors du commun a été atteint grâce à la vision des dirigeants et à l'excellence de la main-d'oeuvre, ainsi qu'à l'exceptionnelle intégration de l'industrie. À preuve, la métropole offre, dans un rayon de 30 km, toutes les composantes nécessaires à la construction d'un aéronef, un atout enviable et inégalé dans le monde. Elle regroupe des concepteurs et manufacturiers de tous les domaines, ainsi que des institutions de formation de tous les niveaux, du secondaire à l'universitaire. La métropole compte aussi plus de 200 sous-traitants de haut niveau qui complètent cette masse critique d'expertises et qui contribuent à l'essor de l'industrie pour en faire un bassin industriel unique au monde.

La région métropolitaine héberge d'ailleurs les plus grandes organisations internationales du domaine de l'aviation, à l'échelle mondiale, comme l'Orga-

nisation de l'aviation civile internationale (OACI), l'Association du transport aérien international (IATA) et la Société internationale de télécommunications aéronautiques (SITA), ce qui contribue aussi à l'expertise globale en matière d'aérospatiale, assurant que l'industrie trouve ici plus de ressources variées que dans ces capitales mondiales que sont Seattle ou Toulouse. Mentionnons enfin la présence d'outils de développement complémentaires, tels que l'Agence spatiale canadienne et, d'ici un an, un Centre de recherche en aérospatial affilié au Centre national de la recherche du Canada.

L'aérospatiale montréalaise constitue le fer de lance de l'industrie aérospatiale canadienne. C'est à cause de son dynamisme qu'elle est en plein envol sur le plan international. Le Canada occupe déjà le 5e rang dans le secteur de l'aviation civile et commerciale et se classera, en 1999, au 4e rang des grands producteurs d'aérospatiale à l'échelle mondiale, juste après les États-Unis, la Grande-Bretagne et la France. Moteur de cet essor, le grand Montréal fait partie des trois plus grandes métropoles d'aérospatiale du monde. Mieux encore, la concentration et le nombre direct

d'emplois reliés à ce secteur font du grand Montréal le 2e plus grand centre mondial en aérospatiale.

#### Un premier grand congrès d'aérospatiale pour la région de Montréal

Métropole d'aérospatiale, Montréal a déjà accueilli plusieurs congrès nationaux et rencontres dans ce domaine. Ce dernier congrès dont le thème de cette année est «*Building Global Partnerships in the Next Millennium*» («*Bâtir des partenariats globaux au prochain millénaire*») n'est pas fortuit et sera au coeur des préoccupations de l'industrie aérospatiale canadienne. Le dynamisme actuel de l'industrie est fondé sur la capacité des leaders à investir les centaines de millions nécessaires à la création de nouveaux appareils et de nouveaux moteurs.

Les ventes actuelles sont le fruit des efforts conjugués des entreprises et des investissements du gouvernement canadien dans le cadre de programmes tels que le Programme de productivité de l'industrie de la Défense (DIPP) et le Partenariat technologique canadien. Ces programmes ont amené le gouvernement canadien à injecter plusieurs centaines de millions de dollars dans le développement de nouveaux appareils et moteurs. Quant aux entreprises, elles remboursent maintenant les investissements par le biais de redevances sur les produits vendus.

Néanmoins, Bombardier Aéronautique a créé son Global Express avec des partenaires, dont Mitsubishi, afin de partager les coûts de développement. Bell Helicopter a fait de même avec Samsung et Agusta.

L'industrie a cependant rappelé récemment qu'à long terme, les partenariats ont un impact sur la valeur ajoutée de la production canadienne. En effet, en travaillant avec des partenaires étrangers, certaines composantes sont fabriquées dans d'autres pays pour enfin être assemblées ici.

Au cours des dernières années, la valeur globale des exportations canadiennes augmentait fortement dans le secteur de l'aérospatiale, mais le pourcentage de contenu canadien s'est avéré une nouvelle préoccupation pour l'industrie.

L'industrie aérospatiale a récemment informé le gouvernement canadien de la nécessité de partager ses investissements afin de conserver, ici, une part plus considérable des retombées futures des nouveaux équipements, en terme d'emplois et d'exportations.

Cependant, les partenariats constitués à l'échelle mondiale offrent aussi des avantages au plan de la mise en commun des réseaux d'affaires dans diverses zones du globe. Cette question, thème d'ensemble du Forum 55 qui aura lieu en mai à Montréal, est au coeur des préoccupations de l'industrie mondiale et des gouvernements qui suivent de près cette industrie structurante.

Le Forum 55 sera également l'occasion d'une exposition, au Palais des Congrès de Montréal, où les plus grands manufacturiers et fournisseurs présenteront leurs plus récents produits. On y retrouvera, notamment, Bell Helicopter Textron, Eurocopter, Sikorsky, Boeing, Kaman Aerospace, GKN Westland, Allison Engine, Pratt & Whitney Canada, ainsi que le Conseil national de la recherche du Canada.

Montréal International, en collaboration avec ses partenaires, a contribué aux efforts qui ont permis d'amener cet événement à Montréal et elle participera activement à son organisation afin d'en faire un grand succès, à la hauteur de l'excellence de l'industrie aérospatiale du grand Montréal. ■



partenaires



Suite de la page 7

## MONTRÉAL TECHNOVISION INC. (MTI)...

Deux rencontres ont été organisées avec les gouverneurs du secteur biopharmaceutique. À la première, les Gouverneurs ont donné pour mandat à MTI de travailler avec l'industrie, les universités et les centres de recherche pour proposer des solutions afin d'améliorer la disponibilité en main-d'œuvre spécialisée. Le travail est actuellement en cours et devrait aboutir dans le courant du printemps de 1999. La deuxième a porté sur les questions d'accès au marché pour les nouveaux médicaments et a permis d'aboutir à la définition d'une «plate-forme» des priorités du secteur pour accélérer le développement de Montréal comme pôle biopharmaceutique.

Une rencontre a été organisée avec les gouverneurs du secteur des technologies de l'information. Celle-ci a permis de lancer un projet sur la pénurie de main-d'œuvre en technologies de l'information, alors même que l'Ontario a mis en place des mesures pour doubler l'offre de main-d'œuvre en TI sur une période de 3 ans. Une première phase qui vise à quantifier cette pénurie au Québec, à mieux cerner les goulots d'étranglement du côté des systèmes de formation et à formuler des pistes de solution est en train d'être complétée.

Outre ces deux importants projets lancés à son initiative, MTI a apporté sa contribution à une dizaine d'autres projets parmi lesquels on peut citer la conférence de presse organisée conjointement avec la Chambre de commerce du Montréal métropolitain, l'ACTP et l'ADRIQ pour appuyer les avis du Conseil de la science et de la technologie sur «Des formations pour une société de l'innovation», l'opération relève de l'ADRIQ, le Marché électronique régional du CRIM, etc.

À plusieurs reprises également, MTI a

pu s'appuyer sur ses Gouverneurs et son Conseil pour organiser des consultations du milieu sur des projets qui lui étaient soumis et qui étaient susceptibles de contribuer à renforcer Montréal comme pôle technologique.

Par ailleurs, un prototype de batterie d'indicateurs pour mesurer l'avancement de Montréal comme pôle technologique a été construit auquel il sera donné suite en 1999.

Dans toutes ses réalisations, Montréal TechnoVision s'est efforcée de demeurer une organisation virtuelle, très ciblée et reposant en grande partie sur la mobilisation et l'implication du milieu. Cette participation du milieu, projet par projet, lui a également permis de doubler son budget de base, pour prouver - comme s'il en était besoin - que son action répond à un besoin et à une attente. ■

Savez-vous que  
les principaux  
articles de  
cette publication  
sont disponibles sur  
notre site Web :  
[www.cmm.qc.ca](http://www.cmm.qc.ca)

## LE RÉSEAU FINANCIER MONTRÉAL CONTRIBUE À LA CRÉATION DE 500 EMPLOIS

Fondé il y a un an, le Réseau financier Montréal (RFM) a permis à sept entreprises de récolter des capitaux qui totalisent 10 115 000 \$ grâce auxquels quelque 500 emplois ont été créés, la plupart dans des secteurs de pointe. Le RFM a donc dépassé son objectif annuel fixé à 10 M \$.

Le Réseau financier Montréal regroupe 45 membres dont les plus importantes institutions financières présentes à Montréal. Sa mission est de faciliter l'accès au financement des

entreprises par le regroupement et le maillage de ces institutions, des sociétés de capital de risque, des intervenants gouvernementaux et des sociétés liées au soutien des entreprises.

M. Charles Corriveau, directeur général de RFM, est fier de constater que les concepts élaborés par le Réseau combinent des besoins réels pour la réalisation de projets d'entreprises et la création d'emplois dans la région de Montréal. ■

## CARREFOUR INVITATION AUX FEMMES D'AFFAIRES

Le comité Action femmes d'affaires et le comité Accès 51 vous invitent à un Carrefour sur le thème «L'accès des femmes au sein de conseils d'administration d'entreprises ou de sociétés sans but lucratif : quand, comment et pourquoi ?»

Deux conférenciers ont été invités à vous présenter ce thème :

Mme Nycol Pageau-Goyette

Présidente du conseil  
Aéroports de Montréal  
et

M. Pierre Brunet

Président et chef de la direction  
Lévesque Beaubien Geoffrion inc.

Un cocktail vin et fromage suivra cette conférence.

Date : Mercredi 24 février 1999

Heure : Accueil et inscription : 18 h

Séance d'information et cocktail : 18 h 30 à 20 h 30

Endroit : Chambre de commerce du Montréal métropolitain  
Salle Hydro-Québec

Coût : 23 \$ - membre (+ TPS, 7 % et TVQ, 7,5 %) = 26,46 \$

33 \$ - non-membre (+ TPS, 7 % et TVQ, 7,5 %) = 37,96 \$

Renseignements et inscription :

Ghislaine Larose,

téléphone : (514) 871-4000, poste 4001

Inscription par télécopieur :

(514) 871-5971

Inscription sur le site Web de la

Chambre : [www.cmm.qc.ca](http://www.cmm.qc.ca)

Banque de Montréal

À l'Hôtel Gouverneur Place Dupuis,  
vous bénéficiez de multiples avantages !

Classé ★★★★★

- Situation centrale au cœur de Montréal, à proximité du Vieux-Montréal, du quartier des affaires et du Palais des Congrès, des boutiques, théâtres et cafés-terrasses
- 345 chambres et 7 suites luxueuses
- 14 salles de réunions pouvant accueillir de 10 à 400 personnes
- Restaurant *Le Vignoble*
- *Bistro-bar du Quartier Latin*
- Piscine intérieure, sauna, salle d'exercice
- Stationnement intérieur
- Forfaits réunion spécialement conçus pour faciliter la tâche du planificateur d'événements
- Les milles Aéroplan
- Le Club Gouverneur

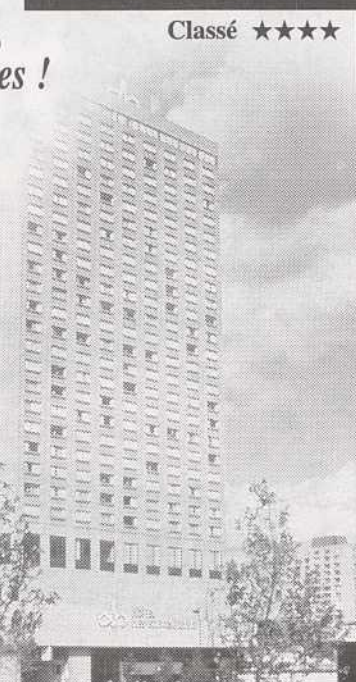


GOUVERNEUR  
HÔTEL

PLACE DUPUIS MONTRÉAL

1415, rue Saint-Hubert, Montréal (Québec) H2L 3Y9  
Téléphone : (514) 842-4881 • Télécopieur : (514) 842-1584

Sans frais : 1 888 910-1111





## profil - entreprise gagnante

# UNE FOLLE VISION... QUI A DE QUOI DÉSALTÉRER

PAR MADELEINE MURDOCK

*Ce profil d'entreprise est le deuxième d'une série de cinq. L'entreprise gagnante a été choisie par tirage parmi les membres de la Chambre présents au plus récent «5 à 7 du mardi». La directrice du service des affaires publiques et de la réglementation chez Naya, madame Anita Jarjour, a répondu de bonne grâce à nos questions afin de préparer ce profil d'entreprise.*

### Un rêve qui prend forme

Naya, c'est la folle vision d'un homme d'affaires libanais, Ahmad Hbouss, qui, au début des années 80 avec d'autres investisseurs, était à la recherche d'une eau pure qui rencontrerait les normes européennes en la matière. Sa quête l'a mené partout à travers le monde. C'est finalement en Amérique du Nord, au pied des Laurentides, qu'il finit par dénicher ce qu'il cherchait : une eau de source pure et naturelle, d'une qualité exceptionnelle, équilibrée et exempte de bactéries... bref, une eau ne nécessitant aucun traitement : une eau assez bonne pour être distribuée sur les marchés nord-américains et mondiaux. C'est donc dans un décor splendide de la campagne de Mirabel que le rêve a pris forme en 1986 : une usine d'embouteillage de 180 000 pi<sup>2</sup> munie d'un réseau de conduits en acier inoxydable.

### Bien plus que de l'H<sub>2</sub>O

Naya, c'est plus que de l'eau... C'est la réputation de l'entreprise qui est le premier embouteilleur d'eau en Amérique du Nord à offrir son produit dans des bouteilles faites en polyéthylène téréphtalate (le P.E.T.), un matériau recyclable qui conserve l'eau jusqu'à 24 mois sans en altérer le goût ni l'odeur. Les bouteilles sont fabriquées sur place dans toute la gamme de formats. Naya se distingue également par sa garantie d'offrir une eau pure, naturelle, non traitée et par son réseau unique de distribution indépendante. Naya, c'est

aussi, depuis 1996, une deuxième usine d'embouteillage à Revelstoke, en Colombie-Britannique, d'où on approvisionne l'Ouest canadien et l'Ouest américain. Avec des bureaux de commercialisation dans plusieurs régions du monde, Naya embauche en tout 400 personnes dont le souci premier est

wood : c'est ainsi que les Richard Gere, Madonna, Clint Eastwood et plusieurs autres ont été vus sirotant leur Naya.

### Oui... les lois existent

Quoi qu'en pensent certains, les embouteilleurs d'eau doivent se conformer à plusieurs lois. Madame Anita

lois, il y a la perception que la ressource n'est pas protégée.»

### Et les craintes des agriculteurs ?

Puisque ces derniers puisent à la même source phréatique que Naya et que d'autres compagnies d'embouteillage, les agriculteurs continuent d'être inquiets. Toutefois, selon Mme Jarjour : «L'industrie de l'eau embouteillée n'utilise que 0,08 % de l'eau souterraine disponible au Québec. Comme la ressource est renouvelable, il n'y a aucun danger d'assécher les sources. De toute façon, on n'a pas le choix de bien les gérer ces sources : un embouteilleur qui les tarirait se tirerait de toute évidence dans le pied... Comment survivra-t-il ? Le gouvernement est aussi très sévère là-dessus. En plus de garantir la qualité de l'eau, chaque nouvelle usine doit aussi garantir l'eau à tous ses voisins.»

### Chiffre d'affaires et croissance

Le marché est vaste et le souci de plus en plus marqué pour une vie saine fait de l'eau pure une denrée en grande demande. Avec un chiffre d'affaires de 120 M\$ en 1997, Naya est le plus gros exportateur d'eau potable au Canada, et l'aventure est devenue un immense succès. On a enregistré depuis 1992 une croissance soutenue de 34 % annuelle... de quoi faire rêver bien des entrepreneurs.

### Avenir et projets futurs

Madame Jarjour précise que pour Naya, l'avenir c'est «poursuivre une croissance stable, être la marque d'eau de source canadienne la mieux reconnue à l'échelle mondiale... bref, continuer d'avancer en innovant.»

C'est aussi plein de possibilités. Des projets ? On ne met pas vraiment de mots là-dessus, mais tant que l'eau sera indispensable à la vie humaine, il y aura de l'avenir pour des entreprises comme Naya qui préservent la ressource dans une optique de développement durable. ■



Photo : Naya

la qualité du produit.

### Que d'eau... que d'eau !

Les deux usines qui fonctionnent 24 heures sur 24 produisent annuellement aux environs de 13 millions de caisses d'eau qui sont distribuées dans 30 pays et partout en Amérique du Nord. Les bouteilles couleur de glacier se vendent donc partout. Le petit format est devenu un accessoire incontournable : au sport, à l'école, au travail, dans la voiture - partout. Puisque Naya, à l'instar d'autres produits québécois, est connue mondialement, il n'est pas rare d'apercevoir la bouteille dans les mains de sportifs en vue comme Tiger Woods ou encore de vedettes d'Holly-

Jarjour est la porte-parole de l'entreprise; elle semble plus indignée qu'amusée lorsqu'on insinue que le marché d'embouteillage de l'eau est peu ou pas réglementé. «Au contraire, affirme-t-elle, nous devons nous soumettre à une réglementation sévère autant du gouvernement du Québec que du gouvernement du Canada. Il y a, entre autres, celle du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec, qui fait des inspections sporadiques; la Loi sur la qualité de l'environnement; la Loi sur le captage de l'eau qui règlemente la qualité, l'inocuité et la quantité d'eau pompée... Comme le grand public ignore l'existence de ces

# Café Selenia

## Votre spécialiste de la pause-café.

Le succès d'un service de pause-café repose en tout premier lieu sur la qualité des produits qu'il propose. Fraîcheur, variété, disponibilité, tels sont les critères essentiels sur lesquels, jour après jour, gorgée après gorgée, s'est bâtie notre réputation.

APPELEZ AUJOURD'HUI  
POUR UN  
ESSAI GRATUIT !

**1 800 461-1515**  
Montréal - Québec - Laval - Lachine - Ottawa - Kingston - North York - Etobicoke  
[www.selenia.com](http://www.selenia.com)



## LES BANQUES AIMENT MONTRÉAL...



«Nous avons développé l'expertise qui nous permet d'évaluer les produits technologiques.»

Claude Sabourin, vice-président, soutien aux ventes, aux marchés et à l'exploitation, Québec, Banque Royale.

Nous sommes dominants dans ce secteur-là, ajoute-t-il, et nous proposons des combinaisons de divers modes de financement et des partenariats, comme c'est le cas par exemple dans le financement d'activités spécifiques de R&D en conjonction avec diverses agences gouvernementales. Nous avons également développé l'expertise qui nous permet d'évaluer les produits technologiques et leur durée de vie, souvent assez courte.»

L'équipe de spécialistes en industries des sciences et des technologies (IS&T) de la Banque Royale s'attache à développer de nouvelles méthodes d'évaluation du risque, mieux adaptées aux entreprises de la nouvelle économie, pour chaque technologie sectorielle. L'équipe se dit consciente du «rôle financier important que joue la propriété intellectuelle au sein d'une entreprise». Et elle aborde l'avenir d'une entreprise en tenant compte de ses idées et de ses compétences, au lieu de ne tenir compte que des équations traditionnelles dérivées des bilans. L'aide fournie par la Banque Royale aux entreprises émergentes des nouvelles technologies s'étend aussi à sa participation à la société sans but lucratif Viatech science et technologie ([www.viatech.org](http://www.viatech.org)), une sorte de guichet unique - et bénévole - de consultation.

Le temps où les banques finançaient uniquement des usines et des machines tire à sa fin. On finance maintenant les entreprises basées sur le savoir. «En effet, le tissu économique montréalais est en mutation», déclare le vice-président de la Banque Laurentienne, Jacques Daoust. «Les nouvelles sociétés de haute technologie remplacent les vieilles compagnies disparues : manufacturiers de locomotives, de chaussures, etc. C'est une transformation. Et c'est l'émergence des compagnies basées sur le savoir. Or, à Montréal, nous sommes habitués à financer le savoir. C'est comme ça qu'y sont apparues les plus grandes entreprises canadiennes d'ingé-

nerie, les Monenco, SNC et Lavalin. Dans ces cas-là, nous regardons les carnets de commandes plutôt que les actifs à prendre en garantie.»

### L'avenir : technologie et concurrence

À la suite de la fin de non-recevoir opposée par le ministre fédéral des Finances aux banques désireuses de fusionner, Claude Sabourin de la Banque Royale, l'une des banques impliquées, estime que ce n'est que partie remise. «Le gouvernement reconnaît que les banques doivent être fortes face à l'environnement mondial», fait-il remarquer.

Il estime également que les banques étrangères au Canada vont entrer dans des segments très pointus du marché, ce qui va accroître la concurrence.

Pour la Banque Royale, il s'agit de bien répondre aux besoins des clients, où qu'ils soient. Et cela implique

l'utilisation accrue des technologies de l'information : transactions au téléphone, Internet, réseau de 700 guichets automatiques au Québec. «La technologie nous permet d'être à la fine pointe de l'information, d'évaluer et de répondre aux besoins de nos clients avant même qu'ils ne soient exprimés.»

À la Banque Laurentienne, Jacques Daoust voit l'évolution des banques dans la direction des services de gestion. «Les gens ont besoin qu'on les aide à gérer leurs actifs, dit-il. Qu'il s'agisse de montants de 20 000 \$ à 5 millions \$, il y a des besoins - différents - que nous devons combler. Il faut jouer le rôle qu'avaient les fiducies traditionnelles, maintenant presque disparues. Et cela implique que nous devons recycler nos employés.» Ainsi, les banques deviennent des «centres financiers» qui comprennent des maisons de courtage et autres services.

Les banques veulent poursuivre leur croissance à Montréal, participer pleinement à l'émergence d'une nouvelle économie. «Voyez-vous, affirme Jacques Daoust, dans notre société, on aime bien faire des virages. Cela implique qu'il faut ralentir, prendre la courbe, puis accélérer. Mais si on allait simplement en ligne droite vers un but, non ? Il faut accélérer, arrêter de louvoyer et développer nos créneaux d'excellence !»

«La Chambre de commerce du Montréal métropolitain, affirme Claude Sabourin, joue un rôle de catalyseur, elle contribue beaucoup au positionnement de Montréal, et la Banque Royale l'appuie activement à plusieurs niveaux. Depuis 10 ans, nous avons parcouru, à Montréal, beaucoup de chemin. Il reste toutefois beaucoup à faire en matière de fiscalité», conclut-il. ■

\* Le secteur financier montréalais : transformation et perspectives

## SI VOUS AVEZ LE TEMPS, NOUS AVONS LE LIEU !

Si vous recherchez pour vos réunions une ambiance pouvant générer dynamisme et enthousiasme, vous trouverez dans les locaux de la Chambre - à la Place Ville Marie, en plein coeur

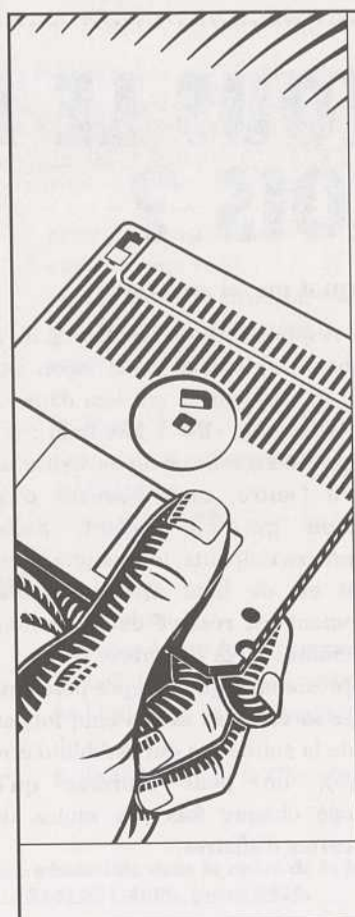
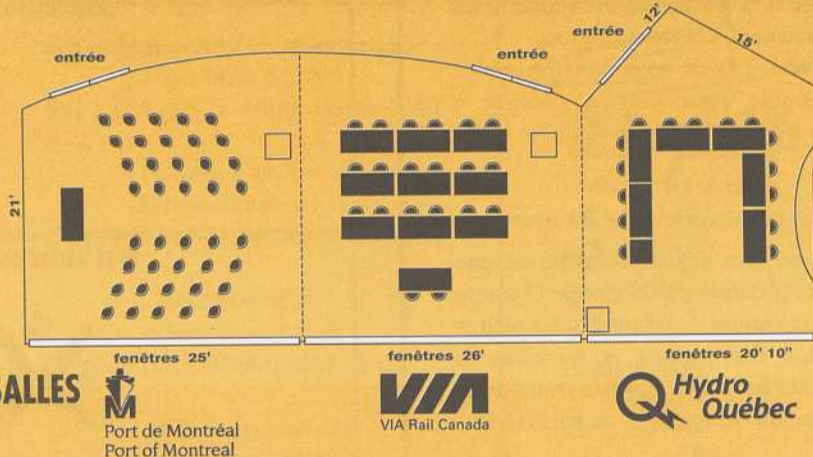
de Montréal - trois salles prestigieuses qui sauront donner à vos activités toute la distinction voulue.

Il y a des avantages à organiser vos

réunions à l'extérieur de vos bureaux : vous échappez aux interruptions quotidiennes tout en stimulant votre créativité. De plus, la lumière naturelle de nos salles réduit le stress et la fatigue.

Nous avons des tarifs concurrentiels et des services connexes remarquables à vous proposer, que ce soit pour les services d'un traiteur, la vidéoconférence, la traduction simultanée, etc. Une formule gagnante !

Notre conseiller, Réginald Godin, prendra le temps d'évaluer vos besoins pour assurer le succès de votre réunion. Pour obtenir plus de détails sur les services et les tarifs, veuillez communiquer avec M. Godin au : (514)871-4000, poste 4053.

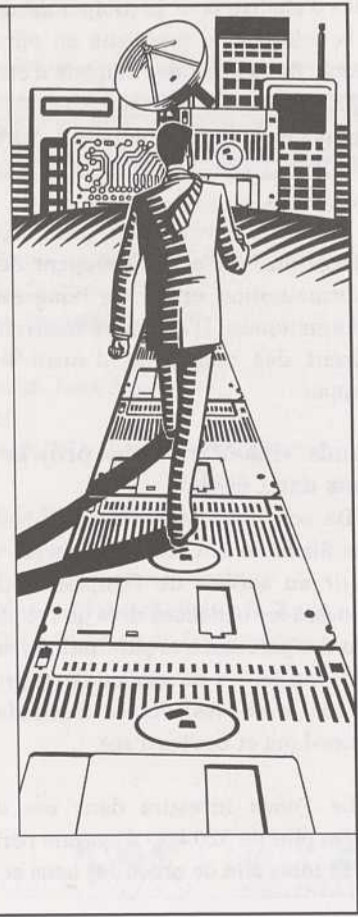


## VOTRE ENTREPRISE INNOVE ? NOUS VOUS OFFRONS DU FINANCEMENT NON CONVENTIONNEL.

Votre entreprise est à l'avant-garde. Tout ce dont vous avez besoin, c'est d'une banque à votre mesure. À la Banque de développement du Canada, nous favorisons la croissance des PME. Voilà pourquoi nous offrons du financement non conventionnel qui répond aux besoins de votre entreprise, et des services de consultation personnalisés pour vous aider à mieux gérer votre croissance. Prenez contact avec nous au

1 888 INFO-BDC / [www.bdc.ca](http://www.bdc.ca)

Banque de développement du Canada  
NOUS FAISONS BANQUE À PART<sup>MC</sup>





comité

## METTEZ L'ÉCOLE MÉTROPOLITAINE À VOTRE AGENDA EN AVRIL 1999 : FAITES QUELQUE CHOSE POUR LUTTER CONTRE LE DÉCROCHAGE SCOLAIRE

En 1997, la Chambre de commerce du Montréal métropolitain «Retour à l'école» lançait l'opération du même nom destinée à établir des liens entre les jeunes étudiants du secondaire et les milieux d'affaires, entre les entrepreneurs et le milieu éducatif, entre les jeunes générations et les chefs de file de l'économie.

Le décrochage scolaire dans la région métropolitaine se situe à près de 35 %. Étroitement lié à la pauvreté, ce phénomène met en péril un jeune sur trois à Montréal. Au moment même où l'économie du savoir : aérospatiale, technologies de l'information, télécommunications, médias, recherche et biopharmaceutique manquent de main-d'oeuvre qualifiée et bien rémunérée, 35 % des jeunes (en 1997) se dirigent vers une «carrière» de chômeurs et d'assistés sociaux.

La Chambre souhaite que les milieux d'affaires fassent leur part pour lutter contre cette situation alarmante. «Retour à l'école» a permis en 1998 à près de 400 personnes des milieux d'affaires de rencontrer 11 000 élèves de troisième secondaire, cette année charnière où le décrochage se décide le plus souvent.

Ces rencontres jettent des ponts entre l'école et le monde du travail, entre les jeunes et les gens d'affaires. La communication à elle seule ouvre des horizons et peut susciter une plus grande persévérance scolaire.

Mais la Chambre compte aussi sur les gens d'affaires pour participer davantage à la solution du problème en offrant à l'école des stages, des emplois d'été, des équipements informatiques, des équipements électroniques, sportifs ou culturels, de l'argent ou d'autres ressources.

Plusieurs entreprises prennent en charge une école et s'occupent de son informatisation et de ses équipements informatiques. D'autres, effectivement, offrent des stages ou d'autre forme d'appui.

### Fonds Ville-Marie : des projets dans deux écoles

De son côté, le Fonds Ville-Marie - une filiale de la Chambre chargée d'investir au service de l'emploi et de la jeunesse les bénéfices tirés de l'exploitation des parcomètres par Stationnement de Montréal - a développé deux projets pilotes avec les écoles secondaires James-Ling et Lucien-Pagé.

Le Fonds investira dans ces deux écoles plus de 320 000 \$ sur une période de 18 mois afin de créer des liens et une

véritable mobilisation de tous les acteurs, écoles primaires, écoles secondaires, collèges, réseau de la santé, services sociaux, parents, élèves, entreprises petites ou grandes, de sorte que tous ces acteurs travaillent ensemble pour aider les jeunes à réussir et à poursuivre leurs études. Cela signifie parfois une aide alimentaire, des loisirs accessibles, de l'attention et de la vigilance. Cela signifie aussi utiliser au mieux toutes les ressources du milieu.

Le Fonds Ville-Marie cherchera donc à arrimer son action à celle des milieux d'affaires pour que notre société parvienne à réduire le décrochage de 30 % d'ici 2001.

Et naturellement, la Chambre et le milieu de l'éducation travaillent de concert en vue d'atteindre cet ambitieux objectif.

Cette année, nous attendons au delà de 500 chefs de file des milieux d'affaires dans les 70 à 80 écoles métropolitaines qui participent à cette opération.

N'oubliez-pas de vous inscrire le plus tôt possible pour mettre «Retour à l'école» à votre agenda...

en avril 1999.

Lancement officiel le 29 mars !

Ce que vous voyez ci-contre est une publicité produite par le groupe Cossette Communications marketing pour attirer l'attention des parents et de toute la société sur les problèmes des jeunes et le problème du décrochage, en particulier.

Savez-vous lire entre les lignes ? ■

«C'est nul  
(Je suis nul.)  
l'école.»  
(Je vais décrocher.)

Savez-vous lire entre les lignes ?

Et si parler empêchait de décrocher ?



Chambre de commerce  
du Montréal métropolitain  
Board of Trade  
of Metropolitan Montreal

## QUE FAITES-VOUS LE PREMIER MARDI DU MOIS ?

Chaque premier mardi du mois, le succès que remporte la nouvelle série des «5 à 7 du mardi» de la Chambre prouve que cette nouvelle activité répond véritablement à un besoin. Jusqu'à maintenant, près de 1000 personnes ont participé à ces rencontres, dont environ 250 à celui du mois de décembre qui se tenait au restaurant Mondo Saks.

Je vous rappelle que nous avons été reçu et que nous avons visité déjà le tout nouveau Planet Hollywood de même que le tout aussi nouveau marché-restaurant Moëvenpick de la Place Ville Marie.

### Pourquoi un tel succès ?

Les responsables du marketing de la Chambre l'expliquent de la façon suivante : les rencontres ont lieu dans les endroits les plus «IN» à Montréal : des lieux que l'on a tous envie de visiter un jour ou l'autre, mais souvent c'est l'occasion qui fait défaut. Selon plusieurs participants, le réseautage qui s'y fait est de haut niveau. Ensuite l'événement est réservé exclusivement aux membres de la Chambre.

En présumant que chaque personne échange sa carte au moins cinq fois au cours de la soirée (ce qui est loin d'être exagéré), on peut affirmer qu'il s'échange chaque fois pas moins de 1 500 cartes d'affaires.

### Que ferez-vous le prochain premier mardi du mois ?

Si vous n'y avez pas encore participé, on vous attend le premier mardi du mois prochain. Vous constaterez de visu qu'il y en a pour tous, les grandes entreprises comme les petites ainsi que pour les travailleurs autonomes et vous aurez l'occasion de visiter un endroit que vous ne connaissez peut-être pas encore.

Puisque chaque membre en règle reçoit une invitation personnelle, surveillez votre télécopieur pour connaître l'endroit. ■





## SÉRIE HAUTE TECHNOLOGIE

à la découverte des nouveaux leaders!

Une initiative du comité  
Innovation technologique, R-D



Prochain conférencier :



Hôtel Le Westin Mont-Royal  
le jeudi 18 mars 1999

Monsieur Léon Gosselin  
Président et chef de la direction  
Axcan Pharma inc.

Sa conférence s'intitule :  
«L'industrie biopharmaceutique - Symbole de  
notre évolution économique et scientifique»

À venir :

le jeudi 1er avril,  
Monsieur Patrick Bergé  
Président  
Scéno Plus

le jeudi 29 avril,  
Monsieur Jean-François Meunier  
Président  
CIFRA MÉDICAL inc.

Renseignements et réservations :  
Ghislaine Larose, (514) 871-4000 poste 4001  
Télécopieur : (514) 871-5971

Canada Economic Development

Canada  
commanditaire principal

ARTHUR  
ANDERSEN

BANQUE ROYALE

BDC  
Banque de développement du Canada  
Business Development Bank of Canada

Bell

CGI

LÉVESQUE  
BEAUBIEN  
GEOFFRION INC.

OGILVY  
RENAULT  
AVOCATS

## L'INSTITUT DU COMMERCE ÉLECTRONIQUE VOUS INVITE À SES SÉMINAIRES

Pour vous permettre d'améliorer vos pratiques d'affaires et devenir plus compétitifs dans votre secteur d'activité, l'Institut du commerce électronique (ICE) a préparé pour vous le séminaire suivant. Il fait partie des différents programmes mis en oeuvre par ICE et vous permettra de mieux comprendre et de profiter au maximum de l'échange de documents informatisés.

Le 10 mars 1999 - «Les solutions PME»

- Les technologies accessibles aux PME
- Le formulaire électronique
- Le catalogue
- La sécurité

La PME qui veut grandir en restant fermée sur elle-même disparaîtra. Elle sera remplacée par un réseau d'entreprises de toutes tailles qui seront partenaires et alliées à divers degrés.

Ces réseaux d'entreprises doivent s'échanger une très grande quantité d'information de toutes sortes, le plus rapidement possible. Pour être rentables et survivre dans un marché mondial plus dynamique que jamais, elles ont besoin des technologies du commerce électronique.

Soyez dans la course, venez vous initier à ces technologies.

Ce séminaire a pour objectifs :

- de démontrer l'utilité du commerce électronique
- d'informer les PME sur les technologies à leur portée et les ressources disponibles pouvant les aider
- de proposer aux dirigeants une démarche d'implantation planifiée

Conférenciers invités :

Mme Dominique Levesque, président-directeur général, Institut du commerce électronique

M. Nadj Jurdak, directeur, Est du Canada des solutions d'affaires électroniques, IBM

Lieu : locaux de la Chambre, salle VIA Rail.

Pour information et inscription :  
Alain Boudreaux, (514) 871-4000, poste 4020. ■

IBM

LGS



## PERSPECTIVES

# L'HIVER S'ANNONCE BIEN POUR PERSPECTIVES

À la Chambre, on pense...  
TOURISME

Le jeudi 11 février 1999 - «L'impact économique et touristique des grandes expositions»

Le conférencier invité à ce petit déjeuner-conférence de la série Perspectives sera M. Guy Cogeval, directeur, Musée des beaux-arts de Montréal.



Un million de visiteurs pour l'exposition Monet à Chicago, 520 000 personnes pour Rodin à Québec, 340 000 pour Les Portraits de Renoir à

Ottawa, les chiffres sont éloquentes : les grandes expositions déplacent les foules et constituent un atout majeur pour les villes qui les accueillent.

Au moment où l'exposition Monet à Giverny prend l'affiche au Musée des beaux-arts de Montréal, son nouveau directeur rend compte de l'impact économique et touristique de ces grands événements. Il invite aussi à réfléchir, au-delà des chiffres, sur le rôle majeur des institutions culturelles. Sources de fierté et d'enrichissement pour les Montréalais, elles contribuent largement à l'image et à la réputation de Montréal à l'étranger.

Cette rencontre se tiendra au Club Saint-James, 1145, rue Union à Montréal.

\*\*\*\*\*

À la Chambre, on pense...  
INDUSTRIES CULTURELLES

Le jeudi 25 février 1999 - «Le monde des affaires et la culture : une nécessaire complicité»

Pour nous entretenir de ce sujet, nous aurons le plaisir d'accueillir, M. Serge Turgeon, directeur général adjoint, Théâtre du Rideau Vert, et président du conseil du Fonds d'investissements de la culture et des communications.



Récemment, Montréal a failli perdre son prestigieux Orchestre symphonique, faute de ressources. D'autres fleurons du milieu culturel se débattent avec

des crises financières chroniques, malgré la qualité indéniable de leur production. Pendant ce temps, de nombreuses entreprises culturelles inscrites en Bourse affichent des résultats enviables, toutes catégories confondues.

Entre subventions, mécénat, Bourses et capital de risque, la culture navigue en eaux agitées à la recherche de ses assises financières. De son côté, le monde des affaires hésite à tisser des rapports avec un milieu dont les valeurs et les priorités lui échappent plus souvent qu'autrement.

Culture et affaires peuvent-elles être complices ?

À l'Hôtel du Parc, 3625, av. du Parc, à compter de 7 h 30.

\*\*\*\*\*

À la Chambre, on pense...  
RESSOURCES HUMAINES

Le jeudi 11 mars 1999 - «Valeurs et attentes de la main-d'oeuvre active au Québec : un marché du travail plus exigeant»

En mars, nous avons invité comme conférencier M. Alain Giguère, président, CROP inc.



Dans un contexte de concurrence de plus en plus vive et de rationalisation des organisations - et malgré un discours de la part des employeurs valorisant de plus en plus leurs ressources comme étant un de leurs actifs les plus importants - la main-d'oeuvre du Québec se sent laissée pour compte sur bien des aspects de leurs attentes au travail. Les priorités d'action des entreprises et des institutions ne leur ont peut-être pas permis d'être à l'écoute des attentes de leurs employés autant qu'elles auraient dû l'être.

C'est du moins quelques-unes des conclusions de la dernière enquête de CROP sur les valeurs et les attentes de la main-d'oeuvre active. À cette conférence, M. Giguère nous présentera les résultats de cette dernière étude et ce que l'on peut en déduire pour tirer davantage profit de nos ressources humaines dans le contexte actuel. Ce petit déjeuner se tiendra au Club Saint-James, à compter de 7 h 30. ■

Hydro  
Québec  
Commanditaire principal

BANQUE ROYALE

Bell

BCF

Brouillette Charpentier Fortin

COMMERCE

LE FONDS  
DE SOLIDARITÉ  
DES TRAVAILLEURS  
DU QUÉBEC (FTQ)

Gagné, Morin  
Associés

MERCK FROSST  
Merck Frosst Canada Inc, Kirkland, Québec



## VOTRE DERNIÈRE CHANCE POUR ÉTABLIR DES BONS CONTACTS !

Le Club-contact réunit chaque fois une quinzaine de délégués d'entreprises membres provenant de secteurs non concurrentiels et chacun dispose de trois minutes pour présenter ses produits et services aux autres participants, soit en français, soit en anglais.

Il reste encore quelques places pour ces prochaines rencontres :

- Mercredi 3 février
- Jeudi 18 février (complet)
- Mercredi 3 mars
- Mercredi 17 mars
- Mercredi 7 avril
- Mercredi 21 avril
- Mercredi 5 mai
- Mercredi 19 mai
- Mercredi 2 juin

Heure : 7 h 30 à 9 h 30

### Coût :

30 \$ (+ TPS 7 % et TVQ 7,5 %) = 34,51 \$  
(le prix inclut le petit déjeuner continental servi à compter de 7 h)

**Endroit :** Chambre de commerce du Montréal Métropolitain  
5, Place Ville Marie, niveau plaza, salle Hydro-Québec

Le nombre de places est limité à 15 par rencontre et la participation, limitée à trois présences par entreprise, par année. Inscrivez-vous dès maintenant.

**Renseignements et inscription :**  
Marie-Claude Ainey,  
téléphone (514) 871-4000, poste 4021  
par télécopieur : (514) 871-5971  
sur le site Web de la Chambre :  
[www.cemm.qc.ca](http://www.cemm.qc.ca).



# UNE FOIRE DE L'EMPLOI DES CENTRES D'APPELS

Le mardi 16 février prochain, la Chambre organise, au Palais des Congrès de Montréal, de 10 h à 16 h 30, un événement d'une journée où des gens en quête d'emplois, des étudiants (cégeps et universités), de même que des personnes vivant avec un handicap physique pourront rencontrer sans intermédiaire les dirigeants de centres d'appels en quête de personnel. Il s'agit d'une exposition où seront regroupés environ 40 exposants ayant implanté un centre d'appels au sein de leur entreprise.

La Chambre et son nouveau comité Centres d'appels se préoccupent autant de l'image des centres d'appels et du taux de chômage que de la difficulté pour les chercheurs d'emplois à trouver un travail dans la conjoncture économique actuelle, et s'il y a actuellement un secteur en pleine croissance, c'est justement celui des centres d'appels.

Beaucoup de grandes sociétés dans des secteurs tels que la finance, l'informatique, la haute technologie, les télé-

communications, entre autres, en ont mis sur pied dans le but principal d'offrir un meilleur service à leur clientèle.

Voici quelques-unes des entreprises qui seront présentes sur place :

- Adecco
- AT & T
- Banque de Montréal
- Banque de Montréal - MasterCard
- Banque Laurentienne
- Banque Nationale
- Banque Royale
- Bell Canada
- Bell Mobilité
- Cantel
- Centre d'urgence 911
- Cégep régional de Lanaudière à L'Assomption - Centre de Repentigny
- Champlain Regional College
- Collège Rosemont / Dawson College
- Croix Bleue
- Commission scolaire de Montréal
- Développement des ressources humaines Canada

- Emploi-Québec
- Frontier Confertech
- Insight Canada
- Manpower
- MediaExpress
- Microcell Télécommunications
- L'Office de la langue française
- Placements Télé-Ressources
- Ressources 800
- Services Triad
- Sears Canada
- Les Services Kelley
- SODEMA
- Speedware
- Standard Life
- Sun Life
- Télélobe
- Tumi Marketing
- Vidéotron
- Visa Desjardins
- Vox Data
- Yves Rocher

Pour renseignements complémentaires :  
Sylvia Essiembre, tél. : 871-4000, poste 4007. ■

**Oser la Métropole**

**Montréal et sa région, Métropole économique équilibrée et diversifiée**

- Leader de la nouvelle économie du savoir où plus de 100 000 entreprises peuvent compter sur une main-d'œuvre hautement scolarisée, compétente et majoritairement bilingue
- Carrefour manufacturier dynamisé par les nouvelles technologies, aux portes d'un marché de 400 millions de consommateurs

**En Amérique du Nord :**

- 1<sup>er</sup> pour la densité d'emplois technologiques par rapport à sa population
- 3<sup>e</sup> pour l'emploi total dans le secteur manufacturier
- 5<sup>e</sup> pour le nombre d'emplois dans l'industrie aérospatiale
- 6<sup>e</sup> pour le nombre d'emplois en biopharmaceutique
- 7<sup>e</sup> dans les technologies de l'information et le multimédia

Gouvernement du Québec  
Ministère des Affaires municipales et de la Métropole  
[metropole.gouv.qc.ca](http://metropole.gouv.qc.ca)

Québec



**LÉVESQUE  
BEAUBIEN  
GEOFFRION**

**GRAND PARTENAIRE ACTIF DU RÉSEAU DU LEADERSHIP MÉTROPOLITAIN**

**LES «GRANDS PARTENAIRES»**

Pour **agir**  
**ensemble** sur l'essor économique  
du **Montréal métropolitain!**



Chambre de commerce  
du Montréal métropolitain  
Board of Trade  
of Metropolitan Montreal



INSTITUT DU COMMERCE ÉLECTRONIQUE  
ELECTRONIC COMMERCE INSTITUTE



W T C  
MONTREAL

ABB • Abitibi Consolidated Inc. • Aéroports de Montréal • Agropur, Coopérative Agro-Alimentaire • Air Canada • Alcan • APG Solution & technologies inc. • Astra Pharma inc. • Avon Canada Inc. • AXA Assurances inc. • Banque CIBC • Banque de développement du Canada - Siège social • Banque de Montréal • Banque Laurentienne du Canada • Banque Nationale du Canada • Banque Royale du Canada • Banque Scotia • Banque Toronto-Dominion • Bell Canada • Belron Canada • BioChem Pharma inc. • Bombardier inc. • Brasserie Labatt ltée (La) • Brasseries Molson (Les) • Breuvage Pepsi-Cola Canada • Bureau en gros • Byers Casgrain • Cabinet de relations publiques National inc. (Le) • CAE Electronics Ltd • Caisse de dépôt et placement du Québec • Camco inc. • Canadien National • Canadien Pacifique • Cascades inc. • Celanese Canada inc. • Ciment St-Laurent • Cirque du Soleil • Cogeco inc. • Commission scolaire de Montréal • \*Commission scolaire Marguerite Bourgeois • \*Communauté urbaine de Montréal • Compagnie d'assurances Standard Life (La) • Compagnie d'assurances Belair - Assurances générales • \*Compagnie T. Eaton • Compaq Canada inc. • Cosmair Canada inc. • Culinar inc. • Deloitte & Touche groupe conseil • Desjardins Ducharme Stein Monast • Dessau / Soprin inc. • Domtar inc. • Donohue inc. • École des Hautes Études Commerciales (HEC) • \*Emploi-Québec • \*English Montreal School Board • Ericsson Communications Inc. • Ernst & Young • Fédération des caisses populaires Desjardins de Montréal et de l'Ouest-du-Québec • Fednav ltée • Fiducie Desjardins • Gaz Métropolitain • Glaxo Wellcome Inc. • \*Goodyear Canada inc. • Groupe CGI inc. • \*Groupe Chagnon • Groupe-conseil Aon inc. • Groupe conseil DMR inc. • Groupe Coscient inc. • Groupe LGS inc.

• Groupe Optimum inc. • Groupe Pharmaceutique Bristol-Myers Squibb • Groupe Ro-Na Dismat inc. (Le) • Groupe SNC-Lavalin inc. • Groupe Transcontinental Ltée • Groupe TVA inc. • Hewitt Equipment ltée • Hydro Québec • IBM Canada ltée • Imperial Tobacco ltée • Industrielle-Alliance Cie d'assurances sur la vie • Investissement Québec • ISPAT SIDBEC inc • Ivaco inc. • Journal de Montréal • KPMG s.r.l • Kruger inc. • La Great-West, compagnie d'assurance-vie - London life • Le Groupe Jean Coutu (PJC) inc. • Le Groupe Mallette Maheu et Arthur Andersen • Le Groupe Vidéotron ltée • Les services de Placement Télé-Ressources ltée • Lévesque Beaubien Geoffrion inc. • \*Lignes Aériennes Canadien International • Loto-Québec • Marchands en alimentation Agora • Martineau Walker • McCarthy Tétrault • McGill University • \*Média Express • Médis Services Pharmaceutiques et de santé inc. • Meloche Monnex inc. • Merck Frosst Canada inc. • Métro-Richelieu inc. • Montréal Trust • Nesbitt Burns • Newcourt Capital • Noranda - Affinerie CCR • Nortel • \*Nova Bus Corporation • Novartis Pharma Canada inc. • Ouimet Cordon Bleu inc. • Parmalat Canada • Petro-Canada • Pfizer Canada Inc. • Pharmaprix • \*Pitney Bowes du Canada ltée • \*Port de Montréal • Power Corporation du Canada • Pratt & Whitney Canada • \*Price Costco Canada • PricewaterhouseCoopers • Produits forestiers Alliance inc. • Proviso inc. • Quebecor inc. • Raymond, Chabot, Grant, Thornton • RBC Dominion valeurs mobilières inc. • Régie des installations olympiques • Regroupement des collèges du Montréal métropolitain • Réno-Dépôt inc. • Réseau Admission • Restaurants McDonald's du Canada Ltée (Les) • \*Richter Usher & Vineberg • Rolls Royce Canada ltd • Samson Bélair/Deloitte & Touche • Scotia McLeod inc. • SHL Systemhouse inc. • SITQ immobilier • Société canadienne des postes • Société conseil Mercer ltée • Société Cossette Communication-Marketing • Société de transport de la C.U.M. • Société des Alcools du Québec • Société du Palais des Congrès de Montréal • Société générale de financement du Québec • Spar Aerospace ltd. • Sucre Lantic ltée • Sun Life du Canada, Compagnie d'assurance-vie • Télé-Direct (Publications) inc. • Téléglobe Canada inc. • The Gazette • Transat A.T. • UAP inc. • Université Concordia • Université de Montréal • Université du Québec à Montréal • \*Velan • \*Ville de Montréal - Service du développement économique • Xerox Canada inc. • \*Zenon-MEI inc.

Les **leaders**  
s'associent  
aux **leaders!**

**\*BIENVENUE DANS LE CERCLE DES GRANDS PARTENAIRES  
DEVENEZ GRAND PARTENAIRE  
APPELÉZ-NOUS AU 871-4000, POSTE 4067**